BULLETIN OFFICIEL DES ACTES de Voies navigables de France

Année 2019 N°31
16 mai 2019

Conseil d'administration n°2 du 14 mai 2019

-Délibération relative à la désignation de membres au sein du comité d'audit de Voies navigables de France P 2
-Délibération relative à la désignation de membres au sein de la commission consultative des marchés de Voies navigables de France P 4
-Délibération relative à la désignation de membres au sein du comité de suivi de la filiale Rives et Développement P 5
-Délibération relative au compte financier de l'exercice 2018 P 6
-Délibération relative au budget rectificatif n°1 de Voies navigables de France pour 2019 P 16
-Délibération relative aux orientations en matière de recrutement et d'emploi (hors personnels saisonniers et en CDD) à Voies navigables de France en 2019 P 28
-Délibération relative à la convention d'objectifs régissant les rapports entre VNF, SOLIDEO et PARIS 2024 portant sur l'aménagement du bras de Gennevilliers P 43
-Délibération relative à la modification des dates de chômages des canaux et rivières canalisées situées sur le domaine confié à VNF pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 P 44
-Délibération relative aux dates de chômages des canaux et rivières canalisées situés sur le domaine confié à VNF pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020 P 46
-Délibération relative au marché public de conception-réalisation pour la rénovation et l'allongement des écluses sur le site de Méricourt P 57
-Délibération relative aux modalités de désignation des représentants de VNF au comité syndical du SMO « Port Fluvial Hérault Méditerranée » P 58
-Délibération relative à l'attribution d'une aide à la société PortSynergy Project SA/Eurofos, pour l'aménagement d'une zone inter-change au sein des bassins Ouest du grand port maritime de Marseille au titre du plan d'aide au report modal 2018-2022 P 59

Le bulletin officiel de Voies navigables de France comporte les textes émis par l'établissement public et intéressant les usagers de la voie d'eau.
Il est possible de l'obtenir à titre gratuit et sur simple demande, soit au numéro, soit en s'abonnant.
Toute demande doit être adressée à la division Gouvernance et Sûreté Défense du siège de l'établissement, 175, rue Ludovic Boutleux- CS. 30820 - 62408 BETHUNE Cedex

Voies navigables
de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

N° 02/2019/1.1a

DELIBERATION RELATIVE A LA DESIGNATION DE MEMBRES AU SEIN DU COMITE D'AUDIT DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Vu le code des transports, notamment son article R. 4312-11 alinéa 1,
Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu la loi n°2003-706 du 1er août 2003 relative à la sécurité financière,
Vu la délibération du 20 mars 2014 modifiée portant mise en place du comité d'audit,
Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1

Le premier alinéa de l'article 3 de la délibération du 20 mars 2014 modifiée susvisée, est ainsi rédigé :

« Le comité d'audit se compose de quatre administrateurs désignés en son sein par le conseil d'administration, qui nomme l'un d'entre eux président du comité, et du représentant du commissaire du gouvernement. »

Le troisième alinéa de l'article 3 de la délibération du 20 mars 2014 modifiée susvisée, est ainsi rédigé :

« Le mandat de chacun des quatre administrateurs désignés prend fin en même temps que leur mandat au sein du conseil d'administration. »

Article 2

Sont désignés membres du comité d'audit de Voies navigables de France choisis parmi les administrateurs au conseil d'administration :

- M. CAUDE
- M. LIDSKY
- M. PICHARD
- M. ARZUL

Article 3

Est nommé président du comité d'audit de Voies navigables de France :

- M. CAUDE

Article 4

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration Par intérim	La secrétaire du conseil d'administration
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER

Voies navigables
de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

N° 02/2019/1.1b

DELIBERATION RELATIVE A LA DESIGNATION DE MEMBRES AU SEIN DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES MARCHES DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Vu le code des transports, notamment son article R. 4313-2,
Vu la délibération n°01/2017/2.1 du 23 février 2017 du conseil d'administration relative au règlement de la commission consultative des marchés de Voies navigables de France,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1 :

Sont désignés membres de la commission consultative des marchés de Voies navigables de France, choisis parmi les administrateurs au conseil d'administration de Voies navigables de France :

- Mme LAFERRERE
- M. WAECKEL

Article 2 :

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration	La secrétaire du conseil d'administration
Par intérim	
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER

Voies navigables de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

N°02/2019/1.1c

DELIBERATION RELATIVE A LA DESIGNATION DE MEMBRES AU SEIN DU COMITE DE SUIVI DE LA FILIALE RIVES ET DEVELOPPEMENT

Vu le code des transports, notamment ses articles L.4311-1, L. 4311-2 7° et R. 4312-11,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
Vu la loi n°2013-431 du 28 mai 2013 portant diverses dispositions en matière d'infrastructures et de services de transports, notamment son article 27,
Vu la loi de finances rectificative pour 2003 n°2003-1312 du 30 décembre 2003 et notamment son article 101,
Vu la délibération du 2 octobre 2002 portant création d'une société par actions simplifiée de l'établissement en vue de la valorisation par VNF du port Rambaud à Lyon, dénommée Rhône Saône Développement,
Vu la délibération n°5 du 29 novembre 2012 relative à l'évolution de la filiale,
Vu la délibération n°01 du 20 mars 2014 portant création du comité de suivi de la filiale Rhône-Saône Développement,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1er

Sont désignés membres du comité de suivi de la filiale Rives et Développement, choisis parmi les administrateurs au conseil d'administration de Voies navigables de France :
- M. ARZUL
- M. LIDSKY

Article 2

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration	La secrétaire du conseil d'administration
Par intérim	
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER

Voies navigables
de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

N° 02/2019/3.1

DELIBERATION RELATIVE AU COMPTE FINANCIER DE L'EXERCICE 2018

Vu le code des transports,

Vu les articles 202, 203 et 210 à 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1er

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 4 339,68 ETPT sous plafond et 19,11 ETPT hors plafond ;
- 573 977 388,39 € d'autorisations d'engagement ;
- 560 761 136,94 € de crédits de paiement ;
- 525 831 515,53 € de recettes ;
- -34 929 621,41 € de solde budgétaire.

Article 2

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- -32 011 218,86 € de variation de trésorerie ;
- 20 454 074,15 € de résultat patrimonial ;
- 72 843 139,99 € de capacité d'autofinancement ;
- 14 195 723,93 € de variation de fonds de roulement.

Article 3

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat pour sa totalité à la réduction du report à nouveau débiteur.

Article 4

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Article 5

Le conseil d'administration arrête les éléments comptables des comptes consolidés suivants :

- -32 880 746,60 € de variation de trésorerie consolidée ;
- 20 183 351,44 € de résultat consolidé ;
- 5 373 284 607,14 € de total de bilan consolidé ;
- 74 795 706,72 € de capacité d'autofinancement consolidée ;
- 11 991 765,19 € de variation de fonds de roulement consolidé.

Article 6

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel de Voies navigables de France.

Fait à Paris, le

Le président du conseil d'administration Par intérim	La secrétaire du conseil d'administration
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Exécution des emplois 2018

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Emplois rémunérés par l'organisme en ETP	4 207,81	24,00	4 231,81
Emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	4 339,68	19,11	4 358,79

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME						TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISES PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI					
	ETPT	ETP	masse salariale	ETPT	ETP	masse salariale	ETPT	ETP	masse salariale
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (1 + 2 + 3)	**4 339,68**	**4 207,81**	**253 783 433,13**	**19,11**	**24,00**	**320 001,13**	**4 360,29**	**4 233,31**	**252 252 358,75**
1 - TITULAIRES	**3 593,23**	**3 559,52**	**212 517 343,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 593,23**	**3 559,52**	**212 398 109,66**
*** Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et actes de gestion, dont CAP, déconcentrés dans l'organisme)**	**3 591,73**	**3 558,02**	**212 398 109,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 593,23**	**3 559,52**	**212 398 109,66**
*** Titulaires organisme (corps propre)**	**1,50**	**1,50**	**119 234,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- en fonction dans l'organisme :	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
. **Titulaires État détachés sur emploi** dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
. **Titulaires de l'organisme** (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en fonction dans une autre personne morale :	*1,50*	*1,50*	*119 234,33*	*0,00*	*0,00*	*0,00*			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes non remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme- MAD sortantes remboursées	1,50	1,50	119 234,33	0,00	0,00	0,00			
2 - NON TITULAIRES	**746,45**	**648,29**	**41 266 089,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**746,45**	**648,29**	**39 415 013,63**
*** Non titulaires de droit public**	**315,92**	**204,47**	**9 996 859,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**315,92**	**204,47**	**9 996 859,63**
- en fonction dans l'organisme :	*315,92*	*204,47*	*9 996 859,63*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*315,92*	*204,47*	*9 996 859,63*
. Contractuels sous statut :	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ôCDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ôCDD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
. Contractuels hors statut :	315,92	204,47	9 996 859,63	0,00	0,00	0,00	315,92	204,47	9 996 859,63
ôCDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ôCDD	315,92	204,47	9 996 859,63	0,00	0,00	0,00	315,92	204,47	9 996 859,63
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en fonction dans une autre personne morale :	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
*** Non titulaires de droit privé**	**430,53**	**443,82**	**31 269 229,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**430,53**	**443,82**	**29 418 154,00**
- en fonction dans l'organisme :	*411,88*	*425,17*	*29 418 154,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*430,53*	*443,82*	*29 418 154,00*
ôCDI	406,09	423,17	29 130 042,01	0,00	0,00	0,00	424,74	441,82	29 130 042,01
ôCDD	5,79	2,00	288 111,99	0,00	0,00	0,00	5,79	2,00	288 111,99
- en fonction dans une autre personne morale	*18,65*	*18,65*	*1 851 075,51*	*0,00*	*0,00*	*0,00*			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	18,65	18,65	1 851 075,51	0,00	0,00	0,00			
3 - CONTRATS AIDES				**19,11**	**24,00**	**320 001,13**	**19,11**	**24,00**	**320 001,13**
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (4 + 5)							**1,50**	**1,50**	**119 234,33**
4 - EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT							1,00	1,00	49 809,00
*** Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)**							0,00	0,00	0,00
*** Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)**							1,00	1,00	49 809,00
*** Contractuels de l' État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)**							0,00	0,00	0,00
*** Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)**							0,00	0,00	0,00
5 - EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES							0,50	0,50	69 425,33
*** Agents mis à disposition de l'organisme et non remboursés à la collectivité ou organisme employeur**							0,00	0,00	0,00
*** Agents mis à disposition de l'organisme et remboursés à la collectivité ou organisme employeur**							0,50	0,50	69 425,33

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES					RECETTES		
	Montants				Montants		
	AE BR1 2018	CP BR1 2018	AE 2018	CP 2018	BR1 2018	2018	
Personnel	**256 640 000,00**	**256 640 000,00**	**254 103 434,90**	**254 103 434,90**	**435 533 088,00**	**424 396 200,34**	**Recettes globalisées**
					248 214 496,00	248 214 496,00	Subvention pour charges de service public
					400 000,00	1 355 840,22	Autres financements de l'Etat
					127 800 000,00	112 907 975,58	Fiscalité affectée
Fonctionnement	**155 898 834,00**	**147 115 479,00**	**148 423 666,60**	**142 325 549,18**	5 374 946,00	2 705 340,63	Autres financements publics
					53 743 646,00	59 212 547,91	Recettes propres
					100 675 000,00	**101 435 315,19**	**Recettes fléchées**
					80 000 000,00	80 000 000,00	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	**191 677 913,00**	**164 707 660,00**	**171 450 286,89**	**164 332 152,86**	19 875 000,00	20 890 396,08	Autres financements publics fléchés
					800 000,00	544 919,11	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	**604 216 747,00**	**568 463 139,00**	**573 977 388,39**	**560 761 136,94**	**536 208 088,00**	**525 831 515,53**	**TOTAL DES RECETTES (C)**
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		**-**		**-**	**32 255 051,00**	**34 929 621,41**	**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)**

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination

2018	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
Infrastructure, eau et environnement	-	-	86 813 950,89	86 862 713,40	154 492 957,55	147 687 618,52	**241 306 908,44**	**234 550 331,92**
Développement	-	-	10 552 248,81	9 078 844,23	4 130 359,40	4 420 425,13	**14 682 608,21**	**13 499 269,36**
Support	252 910 288,50	252 910 288,50	30 964 614,74	25 957 077,51	12 826 969,94	12 224 109,21	**296 701 873,18**	**291 091 475,22**
SNE	1 193 146,40	1 193 146,40	20 092 852,16	20 426 914,04	-	-	**21 285 998,56**	**21 620 060,44**
TOTAL	**254 103 434,90**	**254 103 434,90**	**148 423 666,60**	**142 325 549,18**	**171 450 286,89**	**164 332 152,86**	**573 977 388,39**	**560 761 136,94**

-

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B	-

Tableau des recettes par origine

2018	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Infrastructure, eau et environnement	248 214 496,00	-	-	66 652,00	1 216 835,35	80 000 000,00	20 890 396,08	544 919,11	**350 933 298,54**
Développement	-	1 355 840,22	112 907 975,58	187 190,95	45 146 546,56	-	-	-	**159 597 553,31**
Support	-	-	-	-	12 849 166,00	-	-	-	**12 849 166,00**
SNE	-	-	-	2 451 497,68	-	-	-	-	**2 451 497,68**
TOTAL	**248 214 496,00**	**1 355 840,22**	**112 907 975,58**	**2 705 340,63**	**59 212 547,91**	**80 000 000,00**	**20 890 396,08**	**544 919,11**	**525 831 515,53**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C	**34 929 621,41**

TABLEAU 4
Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS			FINANCEMENTS		
	BR1	**2018**	**BR1**	**2018**	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	32 255 051,00	34 929 621,41	-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont Budget Principal					*dont Budget Principal*
dont Budget Annexe					*dont Budget Annexe*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	300 000,00	322 688,88	300 000,00	198 996,50	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	10 800 000,00	7 473 720,84	11 400 000,00	10 481 131,81	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	-	-		34 683,96	Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	43 355 051,00	42 726 031,13	11 700 000,00	10 714 812,27	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)**
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	-	-	31 655 051,00	32 011 218,86	**PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)**
*dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)****					*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)****
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)			31 655 051,00	32 011 218,86	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)*
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	**43 355 051,00**	**42 726 031,13**	**43 355 051,00**	**42 726 031,13**	**TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)**

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"
(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			BR1		2018	
Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	**Débit (c1)**	**Crédit (c2)**	**Débit (c1)**	**Crédit (c2)**
Ecocartes	C 46781700 C 46781800	Dépenses Eco-cartes CDNI Recettes Eco-cartes CDNI	100 000,00	 100 000,00	118 379,51	 108 379,51
Péages sur la Moselle	C 47130600 C 46781000	Péages Moselle Péages Moselle	3 800 000,00	 3 800 000,00	2 702 902,27	 2 872 752,30
Opérations sur le Rhin	C 46781300 et 46781500 C 46781400 et 46781600	Dépenses digue de Lauterbourg et barrage du Breisach Recettes digue de Lauterbourg et barrage du Breisach	6 900 000,00	 7 500 000,00	3 097 187,37	 7 500 000,00
Paie ISS	C 46785600 C 46785700	Dépenses ISS versées paie publique Recettes ISS à refacturer			386 991,63	
Taxe hydraulique	C 46860000 C 46860000	Divers - Charges à payer (plafonnement TH 2017) Divers - Charges à payer	-	 -	1 168 260,06	
TOTAL			**10 800 000,00**	**11 400 000,00**	**7 473 720,84**	**10 481 131,81**
			(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"		*(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"*	

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	BR1	2 018	PRODUITS	BR1	2 018
Personnel	242 298 219,00	236 426 226,33	Subventions de l'Etat	248 214 496,00	248 214 496,00
			Fiscalité affectée	127 800 000,00	127 800 000,00
Fonctionnement autre que les charges de personnel	345 539 907,00	374 731 613,71	Autres subventions	5 774 946,00	5 431 618,03
Intervention (le cas échéant)		1 478 340,42	Autres produits	226 723 646,00	251 644 140,58
TOTAL DES CHARGES (1)	**587 838 126,00**	**612 636 180,46**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**608 513 088,00**	**633 090 254,61**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**20 674 962,00**	**20 454 074,15**	**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	**0,00**	**0,00**
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**608 513 088,00**	**633 090 254,61**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**608 513 088,00**	**633 090 254,61**

Calcul de la capacité d'autofinancement

	BR1	2 018
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	**20 674 962,00**	**20 454 074,15**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	202 425 000,00	235 914 601,24
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 000 000,00	6 400 008,97
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0,00	27 180,26
- produits de cession d'éléments d'actifs	3 496 300,00	245 377,84
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	164 980 000,00	176 907 328,85
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**52 623 662,00**	**72 843 139,99**

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	BR1	2 018	RESSOURCES	BR1	2 018
Insuffisance d'autofinancement	**0,00**	**0,00**	Capacité d'autofinancement	**52 623 662,00**	**72 843 139,99**
Investissements	**165 199 218,00**	**169 106 234,42**	Financement de l'actif par l'État	**80 000 000,00**	**80 950 200,00**
			Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	**20 675 000,00**	**29 407 559,54**
			Autres ressources	**3 496 300,00**	**323 897,05**
Remboursement des dettes financières	**300 000,00**	**349 741,70**	Augmentation des dettes financières	**300 000,00**	**126 912,47**
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**165 499 218,00**	**169 455 976,12**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**157 094 962,00**	**183 651 709,05**
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	**0,00**	**14 195 732,93**	**Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)**	**8 404 256,00**	**0,00**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	BR1	2 018
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	**-8 404 256,00**	**14 195 732,93**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**23 250 795,00**	**46 206 951,79**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	**-31 655 051,00**	**-32 011 218,86**
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	**56 510 447,00**	**79 110 436,18**
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**12 699 574,00**	**35 655 730,49**
Niveau final de la TRESORERIE	**43 810 873,00**	**43 454 705,69**

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	**TOTAL**
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**0**	**0**	**0**	**0**	
Recettes fléchées (b)	**0**	**101 435 315,19**	**0**	**0**	**0**	**101 435 315,19**
Financements de l'État fléchés		80 000 000,00				80 000 000,00
Autres financements publics fléchés		20 890 396,08				20 890 396,08
Recettes propres fléchées		544 919,11				544 919,11
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	**0**	**101 435 315,19**	**0**	**0**	**0**	**101 435 315,19**
Investissement						
CP		101 435 315,19				101 435 315,19
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Voies navigables
de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

N°02/2019/3.2

DELIBERATION RELATIVE AU BUDGET RECTIFICATIF N°1 DE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE POUR 2019

Vu le code des transports,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté du 24 août 2016 modifiant l'arrêté du 7 août 2015 relatif aux règles budgétaires des organismes,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1er

Le budget rectificatif n° 1 de Voies navigables de France pour l'année 2019 est approuvé.

Article 2

Le plafond d'emplois de l'établissement, tel que présenté dans le tableau 1, demeure inchangé et est fixé pour 2019 à 4 264 ETPT sous plafond et 25 ETPT hors plafond.

Article 3

Les dépenses de Voies navigables de France autorisées pour l'année 2019 s'établissent de la façon qui suit.

Les autorisations d'engagement sont autorisées à hauteur de 635 096 769 euros :

- 256 640 000 euros de dépenses de personnel ;
- 135 487 381 euros de dépenses de fonctionnement ;
- 242 969 388 euros de dépenses d'investissement.

Les crédits de paiement sont autorisés à hauteur de 556 837 394 euros :

- 256 640 000 euros de dépenses de personnel ;
- 125 732 703 euros de dépenses de fonctionnement ;
- 174 464 691 euros de dépenses d'investissement.

Le déficit budgétaire prévisionnel s'établit à 4 000 000 euros.

Article 4

Le fonds de roulement prévisionnel au 31 décembre 2019 s'établit à 80 454 505 euros.

La trésorerie prévisionnelle au 31 décembre 2019 s'établit à 33 704 706 euros.

Article 5

Le conseil d'administration approuve les tableaux 1, 2, 4 et 6 annexés à la présente délibération.

Article 6

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration	La secrétaire du conseil d'administration
Par intérim	
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER

Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETP	4 112	25	4 137
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	4 264	25	4 289

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME						TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISES PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI					
	ETPT	ETP	masse salariale	ETPT	ETP	masse salariale	ETPT	ETP	masse salariale
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (1 + 2 + 3)	**4 264,00**	**4 111,81**	**256 640 000,00**	**25,00**	**25,00**	**371 817,00**	**4 289,00**	**4 136,81**	**257 011 817,00**
1 - TITULAIRES	**3 651,43**	**3 487,66**	**218 579 557,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 650,18**	**3 486,66**	**218 512 384,00**
*** Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et actes de gestion, dont CAP, déconcentrés dans l'organisme)**	**3 650,18**	**3 486,66**	**218 512 384,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 650,18**	**3 486,66**	**218 512 384,00**
*** Titulaires organisme (corps propre)**	**1,25**	**1,00**	**67 173,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- en fonction dans l'organisme :	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
. **Titulaires État détachés sur emploi** dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
. **Titulaires de l'organisme** (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en fonction dans une autre personne morale :	*1,25*	*1,00*	*67 173,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes non remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme- MAD sortantes remboursées	1,25	1,00	67 173,00	0,00	0,00	0,00			
2 - NON TITULAIRES	**612,57**	**624,15**	**38 060 443,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**598,27**	**609,85**	**36 780 443,00**
*** Non titulaires de droit public**	**170,86**	**170,86**	**4 710 117,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**170,86**	**170,86**	**4 710 117,00**
- en fonction dans l'organisme :	*170,86*	*170,86*	*4 710 117,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*170,86*	*170,86*	*4 710 117,00*
. Contractuels sous statut :	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ôCDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ôCDD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
. Contractuels hors statut :	170,86	170,86	4 710 117,00	0,00	0,00	0,00	170,86	170,86	4 710 117,00
ôCDI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ôCDD	170,86	170,86	4 710 117,00	0,00	0,00	0,00	170,86	170,86	4 710 117,00
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en fonction dans une autre personne morale :	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
*** Non titulaires de droit privé**	**441,71**	**453,29**	**33 350 326,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**427,41**	**438,99**	**32 070 326,00**
- en fonction dans l'organisme :	*427,41*	*438,99*	*32 070 326,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*427,41*	*438,99*	*32 070 326,00*
ôCDI	427,41	438,99	32 070 326,00	0,00	0,00	0,00	427,41	438,99	32 070 326,00
ôCDD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- en fonction dans une autre personne morale	*14,30*	*14,30*	*1 280 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	14,30	14,30	1 280 000,00	0,00	0,00	0,00			
3 - CONTRATS AIDES				**25,00**	**25,00**	**371 817,00**	**25,00**	**25,00**	**371 817,00**
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (4 + 5)							**15,55**	**15,30**	**1 347 173,00**
4 - EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT							1,00	1,00	49 809,00
*** Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)**							0,00	0,00	0,00
*** Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)**							1,00	1,00	49 809,00
*** Contractuels de l' État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)**							0,00	0,00	0,00
*** Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)**							0,00	0,00	0,00
5 - EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES							14,55	14,30	1 297 364,00
*** Agents mis à disposition de l'organisme et non remboursés à la collectivité ou organisme employeur**							0,00	0,00	0,00
*** Agents mis à disposition de l'organisme et remboursés à la collectivité ou organisme employeur**							14,55	14,30	1 297 364,00

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES							RECETTES			
	BI		VAR BR1		BR1		BI	VAR BR1	BR1	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	**256 640 000**	**256 640 000**	-	-	256 640 000	256 640 000	**428 345 653**	**268 859**	**428 614 512**	**Recettes globalisées**
							248 142 679	49 779	248 192 458	Subvention pour charges de service public
							400 000	-	400 000	Autres financements de l'Etat
							127 500 000	-	127 500 000	Fiscalité affectée
Fonctionnement	**132 951 381**	**125 196 703**	2 536 000	536 000	135 487 381	125 732 703	476 760	-	476 760	Autres financements publics
							51 826 214	219 080	52 045 294	Recettes propres
							99 541 733	**24 681 149**	**124 222 882**	**Recettes fléchées**
							80 000 000	16 000 000	96 000 000	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	**214 555 380**	**146 050 683**	28 414 008	28 414 008	242 969 388	174 464 691	18 541 733	8 681 149	27 222 882	Autres financements publics fléchés
							1 000 000	-	1 000 000	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	**604 146 761**	**527 887 386**	**30 950 008**	**28 950 008**	**635 096 769**	**556 837 394**	**527 887 386**	**24 950 008**	**552 837 394**	**TOTAL DES RECETTES (C)**
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		**-**				**-**	**-**		**4 000 000**	**SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)**

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination

BR1	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
Infrastructure, eau et environnement	-	-	92 105 542	85 184 834	222 554 298	154 532 991	**314 659 840**	**239 717 825**
Développement	-	-	11 218 000	8 262 880	5 579 500	4 993 100	**16 797 500**	**13 255 980**
Support	255 840 000	255 840 000	30 263 839	30 384 989	14 735 590	14 838 600	**300 839 429**	**301 063 589**
SNE	800 000	800 000	1 900 000	1 900 000	100 000	100 000	**2 800 000**	**2 800 000**
TOTAL	**256 640 000**	**256 640 000**	**135 487 381**	**125 732 703**	**242 969 388**	**174 464 691**	**635 096 769**	**556 837 394**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B	-

Tableau des recettes par origine

BR1	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Infrastructure, eau et environnement	-	-	-	19 860	1 698 969	96 000 000	27 222 882	1 000 000	**125 941 711**
Développement	-	400 000	127 500 000	456 900	46 197 245	-	-	-	**174 554 145**
Support	248 192 458	-	-	-	1 349 080	-	-	-	**249 541 538**
SNE	-	-	-	-	2 800 000	-	-	-	**2 800 000**
TOTAL	**248 192 458**	**400 000**	**127 500 000**	**476 760**	**52 045 294**	**96 000 000**	**27 222 882**	**1 000 000**	**552 837 394**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C	**4 000 000,00**

TABLEAU 4
Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS	BI	VAR BR1	BR1	BI	VAR BR1	BR1	FINANCEMENTS
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	-	4 000 000	4 000 000	-		-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	500 000		500 000	750 000		750 000	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	8 500 000		8 500 000	2 500 000		2 500 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)							Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	9 000 000	4 000 000	13 000 000	3 250 000		3 250 000	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)**
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	-		-	5 750 000	4 000 000	9 750 000	**PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)**
*dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)****	-			-			*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)****
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	-			5 750 000	4 000 000	9 750 000	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)*
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	**9 000 000**	**4 000 000**	**13 000 000**	**9 000 000**	**4 000 000**	**13 000 000**	**TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)**

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"
(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"
(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	**Débit (c1)**	**Crédit (c2)**
Ecocartes	C 46781700	Dépenses Eco-cartes CDNI	100 000	
	C 46781800	Recettes Eco-cartes CDNI		100 000
Péages sur la Moselle	C 47130600	Péages Moselle	2 400 000	
	C 467810	Péages Moselle		2 400 000
Opérations sur le Rhin	C 46781300 et 46781500	Dépenses digue de Lauterbourg et barrage du Breisach	6 000 000	
	C 467881400 et 467881600	Recettes digue de Lauterbourg et barrage du Breisach		-
TOTAL			**8 500 000,00**	**2 500 000,00**

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	242 298 219	Subventions de l'Etat	248 592 458
		Fiscalité affectée	127 500 000
Fonctionnement autre que les charges de personnel	363 310 014	Autres subventions	476 760
		Autres produits	234 660 294
TOTAL DES CHARGES (1)	**605 608 233**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**611 229 512**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**5 621 279**	**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	**0**
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**611 229 512**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**611 229 512**

** il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	5 621 279
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	222 415 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	176 615 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	500 000
- produits de cession d'éléments d'actifs	1 455 690
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	0
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**50 465 589**

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement	0	Capacité d'autofinancement	50 465 589
Investissements	175 050 092	Financement de l'actif par l'État	96 000 000
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	28 222 882
		Autres ressources	1 455 690
Remboursement des dettes financières	500 000	Augmentation des dettes financières	750 000
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**175 550 092**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**176 894 161**
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	**1 344 069**	**Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)**	**0**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	**1 344 069**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**11 094 069**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	**-9 750 000**
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	**80 454 505**
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**46 749 799**
Niveau final de la TRESORERIE	**33 704 706**

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	**43 454 706**	**51 225 460**	**74 574 289**	**64 730 349**	**118 046 438**	**145 627 372**	**129 206 829**	**138 143 041**	**154 562 634**	**132 326 111**	**140 273 066**	**101 273 783**	**1 293 444 077**
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	25 679 890	55 615 292	27 271 255	47 822 427	60 812 501	27 855 921	25 344 139	54 957 673	25 115 486	25 182 421	25 675 701	27 281 806	428 614 512
Subvention pour charges de service public	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 705	20 682 703	248 192 458
Autres financements de l'État							400 000						400 000
Fiscalité affectée	1 231 777	29 405 174	655 579	23 279 172	34 132 275	2 611 784	1 242 132	31 148 581	160 636	118 359	2 276 345	1 238 187	127 500 000
Autres financements publics	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	39 730	476 760
Recettes propres	3 725 678	5 487 683	5 893 242	3 820 820	5 957 791	4 521 702	2 979 572	3 086 657	4 232 415	4 341 627	2 676 921	5 321 186	52 045 294
Recettes budgétaires fléchées	2 351 907	2 351 907	2 351 907	42 351 907	2 351 907	2 351 907	30 351 907	2 351 907	2 351 907	30 351 907	2 351 907	2 351 905	124 222 882
Financements de l'État fléchés				40 000 000			28 000 000			28 000 000			96 000 000
Autres financements publics fléchés	2 268 574	2 268 574	2 268 574	2 268 574	2 268 574	2 268 574	2 268 574	2 268 574	2 268 574	2 268 574	2 268 574	2 268 568	27 222 882
Recettes propres fléchées	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 333	83 337	1 000 000
Opérations non budgétaires	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 833	270 837	3 250 000
Emprunts : encaissements en capital													-
Prêts : encaissement en capital	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 337	400 000
Dépôts et cautionnements	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 167	29 163	350 000
Opérations gérées en comptes de tiers :	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 337	2 500 000
- TVA encaissée													-
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 333	208 337	2 500 000
- Autres encaissements d'opérations non budgétaires													-
A. TOTAL	28 302 630	58 238 032	29 893 995	90 445 167	63 435 241	30 478 661	55 966 879	57 580 413	27 738 226	55 805 161	28 298 441	29 904 548	556 087 394
DECAISSEMENTS													
Dépenses	19 781 876	34 139 204	38 987 937	36 379 079	35 104 308	46 149 205	46 280 668	40 410 821	49 224 750	47 108 207	66 547 725	96 723 614	556 837 394
Personnel	17 810 409	19 201 654	20 116 008	21 132 700	22 339 064	22 789 962	23 288 258	21 872 731	21 621 334	21 284 026	22 217 949	22 965 905	256 640 000
Fonctionnement	1 491 454	7 239 776	9 797 408	6 495 605	5 588 253	11 367 171	9 413 998	6 218 082	11 813 175	11 497 384	14 906 668	29 903 728	125 732 703
Intervention													-
Investissement	480 013	7 697 774	9 074 520	8 750 774	7 176 991	11 992 072	13 578 412	12 320 008	15 790 241	14 326 797	29 423 108	43 853 981	174 464 691
Opérations non budgétaires	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	749 999	750 011	9 000 000
Emprunts : remboursements en capital													-
Prêts : décaissements en capital	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 333	33 337	400 000
Dépôts et cautionnements	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 333	8 337	100 000
Opérations gérées en comptes de tiers :	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 337	8 500 000
- TVA décaissée													-
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 333	708 337	8 500 000
- Autres décaissements d'opérations non budgétaires													-
B. TOTAL	20 531 875	34 889 203	39 737 936	37 129 078	35 854 307	46 899 204	47 030 667	41 160 820	49 974 749	47 858 206	67 297 724	97 473 625	565 837 394
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	7 770 754	23 348 829	- 9 843 941	53 316 089	27 580 934	- 16 420 543	8 936 212	16 419 593	- 22 236 523	7 946 955	- 38 999 283	- 67 569 077	- 9 750 000
SOLDE CUMULE (1) + (2)	51 225 460	74 574 289	64 730 349	118 046 438	145 627 372	129 206 829	138 143 041	154 562 634	132 326 111	140 273 066	101 273 783	33 704 706	

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	**TOTAL**
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**0**	**0**	**0**	**0**	
Recettes fléchées (b)	**0**	**124 222 882**	**0**	**0**	**0**	**124 222 882**
Financements de l'État fléchés		96 000 000				96 000 000
Autres financements publics fléchés		27 222 882				27 222 882
Recettes propres fléchées		1 000 000				1 000 000
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	**0**	**124 222 882**	**0**	**0**	**0**	**124 222 882**
Investissement						
CP		124 222 882				124 222 882
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

				BI n
Niveaux initiaux	1	**Niveau initial de restes à payer (investissement)**		**560 333 837**
	2	**Niveau initial du fonds de roulement**		**79 110 436**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de roulement**		**35 655 730**
	4	**Niveau initial de la trésorerie**		**43 454 706**
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		43 454 706
Flux de l'année	5	**Autorisations d'engagement**		**635 096 769**
	6	**Résultat patrimonial**		**5 621 279**
	7	**Capacité d'autofinancement (CAF)**		**50 465 589**
	8	**Variation du fonds de roulement**		**1 344 069**
	9	**Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire**		**250 000**
	10	**Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF**	**SENS**	**6 000 000**
		Variation des stocks	+ / -	**0**
		Charges sur créances irrécouvrables	-	**0**
		Produits divers de gestion courante	+	**6 000 000**
	11	**Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie**	**SENS**	**-905 931**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	**12 363 440**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	**-13 269 371**
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**		**-4 000 000**
	13	**Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**		**5 750 000**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**		**-9 750 000**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		0
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-9 750 000
	15	**Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13**		**11 094 069**
	16	**Variation des restes à payer (investissement)**		**68 504 697**
Niveaux finaux	17	**Niveau final de restes à payer (investissement)**		**628 838 534**
	18	**Niveau final du fonds de roulement**		**80 454 505**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de roulement**		**46 749 799**
	20	**Niveau final de la trésorerie**		**33 704 706**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		0
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		33 704 706

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

Voies navigables
de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

N° 02/2019/3.3

DELIBERATION RELATIVE AUX ORIENTATIONS EN MATIERE DE RECRUTEMENT ET D'EMPLOI (hors personnels saisonniers et en CDD) A VOIES NAVIGABLES DE FRANCE EN 2019

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 4312-3-1, L. 4312-3-3, L. 4312-10 et R. 4312-10 ;

Vu le décret n°2014-131 du 14 février 2014 définissant les catégories de personnel ayant vocation à occuper les types d'emplois de Voies navigables de France ;

Vu les consultations du comité technique unique de formation plénière des 22 février et 8 mars 2019 ;

Vu le rapport présenté en séance ;

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1er

Les orientations en matière de recrutement et d'emplois à Voies navigables de France en 2019 jointes à la présente délibération sont approuvées.

Article 2

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration	La secrétaire du conseil d'administration
Par intérim	
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER

Orientations de recrutement et d'emploi à Voies navigables de France en 2019

Conformément à l'article R. 4312-10 du code des transports, le conseil d'administration délibère sur les orientations stratégiques de l'établissement, notamment les orientations en matière de recrutement des personnels, les conditions générales d'emploi, et les conditions de rémunérations des personnels mentionnés aux 3° et 4°§ de l'article L. 4312-3-1 du code des transports.

Le document présente le bilan de réalisation de la délibération n° 01/2018/2.2 du 13 mars 2018 relative aux orientations de recrutement et d'emploi pour l'année 2018, et les prévisions et demandes de recrutement et d'emploi pour VNF au titre de l'année 2019. Il prend en compte l'accostage des effectifs de VNF au 31 décembre 2018.

Les données présentées concernent les personnels permanents de l'établissement (hors personnels saisonniers et personnels non-titulaires) et les CDD mainteneurs. Elles sont exprimées en effectifs ou personnes physiques.

Pour rappel, les plafonds autorisés d'emplois s'élevaient à **4 207,81** ETP et **4 360** ETPT sous plafond pour l'année 2018, y compris vacataires et saisonniers.

Dans le projet de loi de finances pour l'année 2019, le plafond d'emploi de VNF a été établi à hauteur de **4 264 ETPT** et à **4 111,81 ETP** soit une baisse de 96 ETPT et de 96 ETP.

L'effectif physique d'emplois permanents au 31 décembre 2017 était de **4 244** personnels pérennes et s'élève à **4 125** permanents au 31 décembre 2018, soit un solde négatif de **119** personnels. VNF aura ainsi perdu 2.81 % de son effectif physique permanent. Il convient de noter que le nombre de personnels permanents au 31 décembre 2018 est corrigé de 25 sorties au 1er janvier 2018 réparties de la façon suivante : 21 départs en retraite, 2 mobilités sortantes, 1 démission et 1 détachement sortant (Cf. : tableau de synthèse de l'année 2018, page 10).

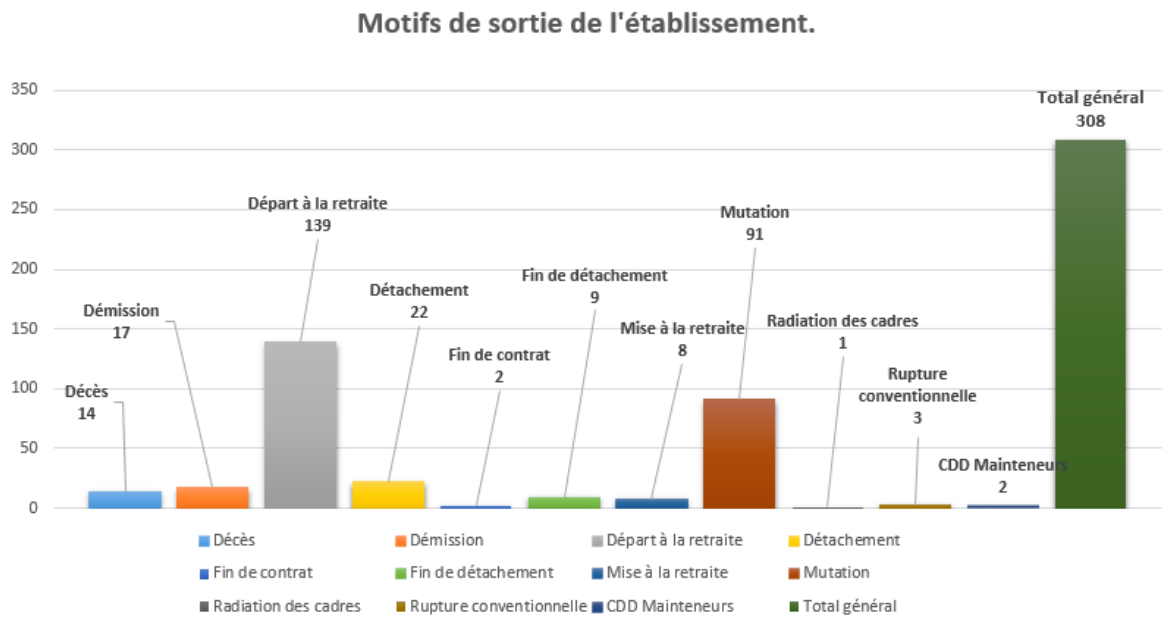
L'année 2019 est une année de mise en œuvre des grandes orientations envisagées dans le cadre des travaux du contrat d'objectif et de performance. Le développement de l'automatisation et de la modernisation des ouvrages nécessite dès à présent un renfort et une montée en expertise et en compétence de la maintenance ainsi qu'une optimisation des effectifs affectés à l'exploitation du trafic et à la gestion hydraulique.

BILAN DE L'ANNEE 2018.

1. Sorties de l'établissement (Personnels permanents – hors saisonniers et CDD).

1.1. Présentation générale.

Le présent bilan est établi pour l'année 2018 selon les données arrêtées au 31 décembre 2018. Lors de la délibération du 13 mars 2018 relative aux orientations de recrutement et d'emploi pour VNF en 2018, la prévision de sorties de l'établissement était évaluée à **305** personnes. Au 31 décembre 2018, les sorties s'établissent à **308** personnes, qui se répartissent de la manière suivante :



Pour l'année 2018, la projection de départs en retraite avait été estimée à **200**. Au 31 décembre 2018, **139** départs en retraite sont constatés, et **8** personnes ont été mises à la retraite de façon rétroactive pour invalidité, soit **147** personnes parties en retraites.

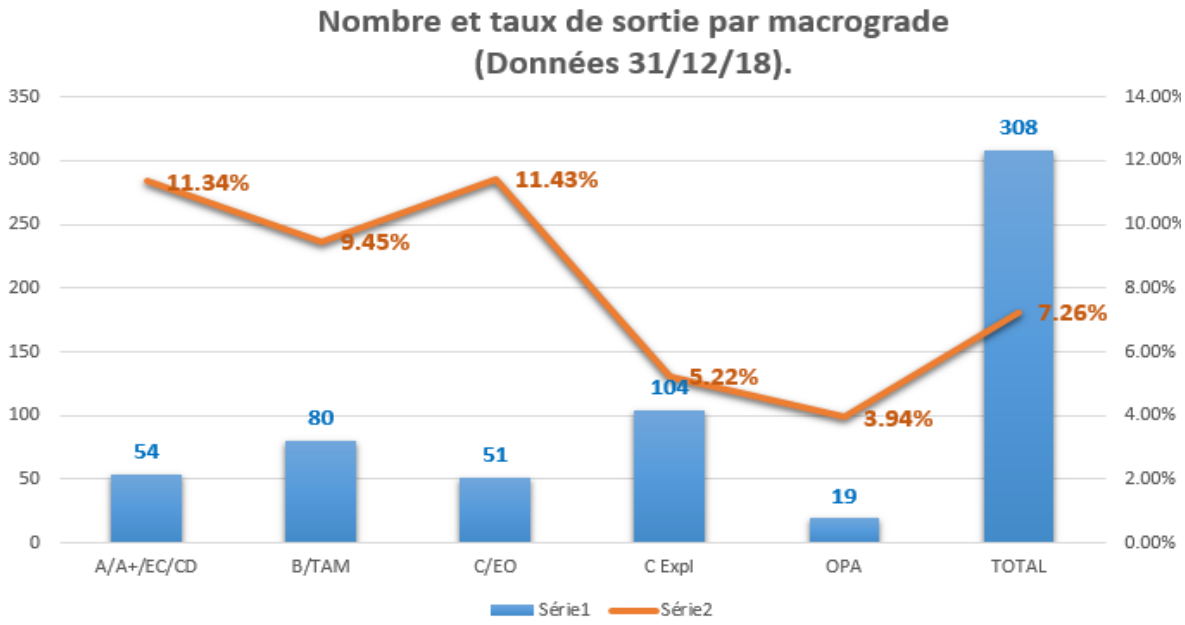
La projection de départs par mutations avait été estimée à **65**. Au 31 décembre 2018, **91** départs par mutation ont été réalisés au cours des deux cycles ministériels de mobilité de l'année 2018.

Enfin, la projection de départs pour d'autres motifs (démissions, décès, fin de détachements, licenciements, etc.) avait été estimée à **40**.

Au 31 décembre 2018, **70** départs sont constatés : l'écart s'explique principalement par un nombre soutenu des démissions (17, contre 18 en 2017), des détachements sortants (22, contre 13 en 2017), des décès (14, contre 12 en 2017), ou le non renouvellement de détachements entrants (9, contre 5 en 2017). A noter le départ de **2** CDD mainteneurs au cours de l'année 2018.

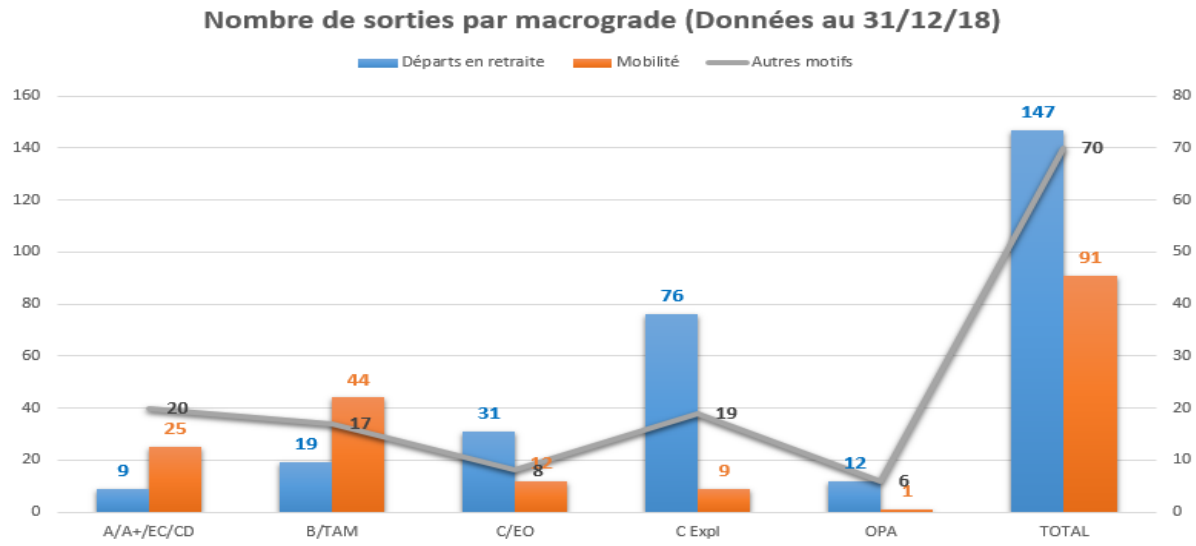
1.2. Situations des départs (tous motifs confondus) selon les macrogrades.

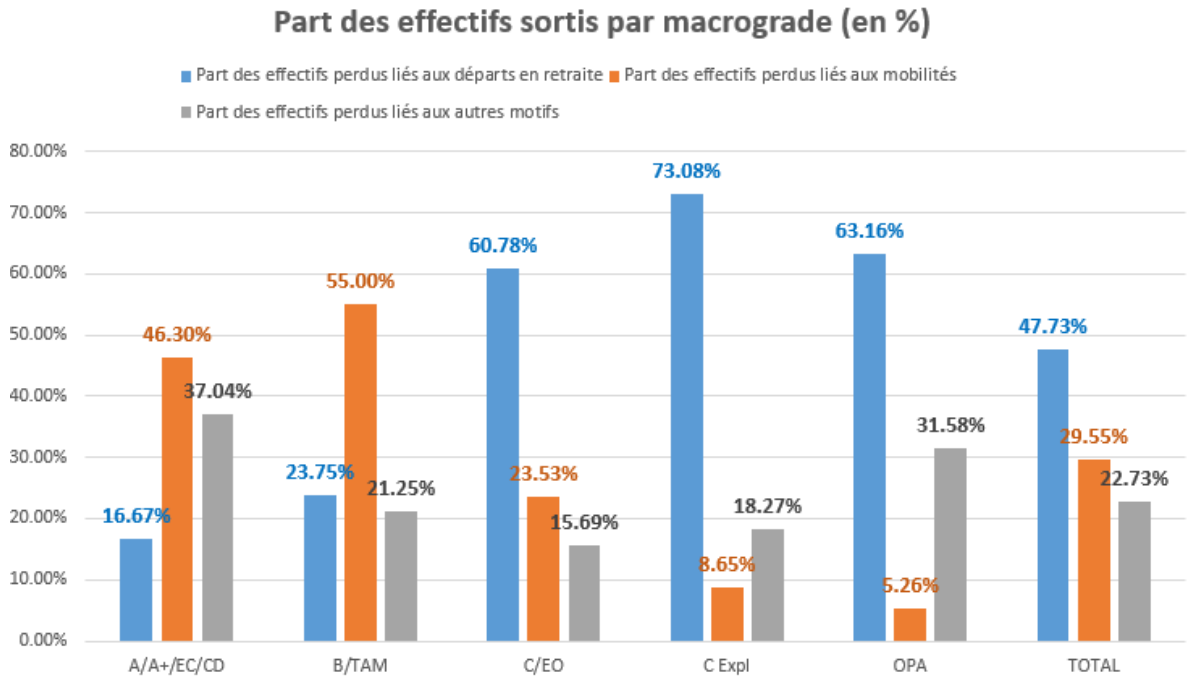
Le taux de sortie moyen (nombre de sorties rapporté aux effectifs par macrograde au 31 décembre 2017) est de **7,26 %** contre **7,14 %** l'année précédente, mais la situation des départs reste variable selon les macrogrades :



Les taux de sortie des catégories « A/A+/EC/CD » et des catégories « B / TAM » s'élèvent respectivement à **11,34 %** et à **9,45 %** en 2018 contre **11,04 %** et **10, 57 %** en 2017. Le taux de sortie des catégories « C/EO » augmente sensiblement à **11,43 %** en raison des départs à la retraite contre **6,82 %** en 2017. En revanche, les taux de sortie des « Ouvriers des parcs et ateliers » (OPA) et des « C exploitation » baissent respectivement à **3,94 %** contre **7,38 %** en 2017, et à **5,22 %** contre **5,47 %** en 2017.

Focus sur les sorties et les parts d'effectifs sortis (en %) par macrograde.





Les taux d'effectifs perdus par macrograde sont rapportés aux effectifs au **31 décembre 2017**. Un peu moins de la moitié des effectifs perdus en 2018 s'explique par les départs en retraite : **47,73 %.**

Pour les catégories « C/EO », « C exploitation » et « OPA », l'essentiel des départs est lié aux départs en retraite, qui sont en hausse :

- **60,78 %** pour les « C/EO » contre **59,38 %** en 2017,
- **73,08 %** pour les « C exploitation » contre **71,93 %** en 2017,
- **63,16 %** pour les OPA contre **60,87 %** en 2017. Les autres motifs de sortie expliquent la baisse du taux de sortie des OPA (Cf. : graphique précédent) avec **6** sorties en 2018 contre **17** en 2017.

Pour les catégories « B/TAM », la part de départs liés aux départs en retraite a baissé avec un taux de **23,75 %** en 2018 contre **40,45 %** en 2017, et la part liée aux mutations s'est creusée avec respectivement **55,00 %** en 2018 alors qu'elle était à **44,94 %** en 2017.

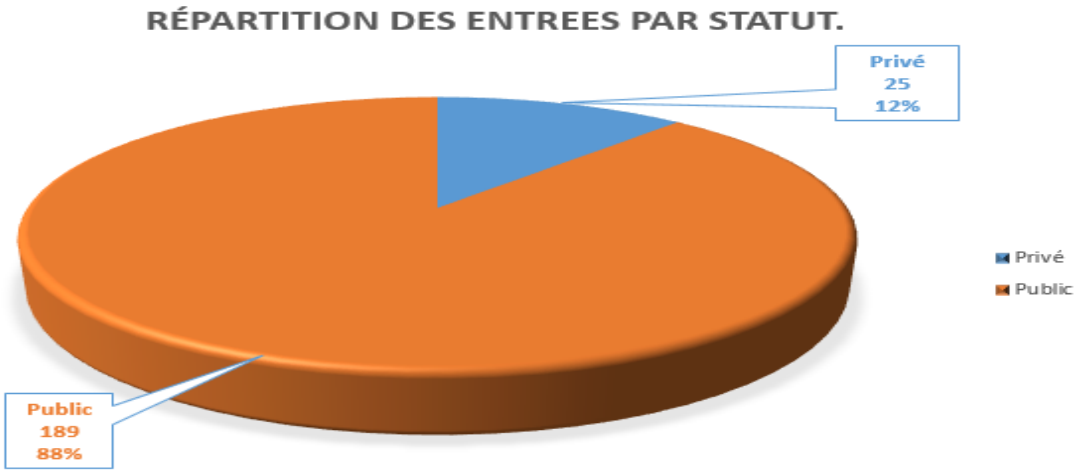
Pour les catégories « A/A+/EC/CD », les départs liés aux mutations connaissent un regain à **46,30 %** en 2018 contre **34,62 %** en 2017, tandis que les départs liés à la retraite ont évolué à la baisse à **16,67 %** en 2018 contre **19,23 %** en 2017.

2. Entrées dans l'établissement (Personnels permanents – hors saisonniers et CDD).

Pour l'année 2018, la prévision des entrées au sein de l'établissement était évaluée à **207** personnes. Au 31 décembre 2018, les entrées s'établissent à **214** personnes. Elles se répartissent entre les mutations issues des cycles de mobilité (y compris les détachements entrants) et les recrutements extérieurs : contrats de droit privé, primo-recrutements (autorisations de recrutement locales – ARL) et primo-affectations (sorties d'école).

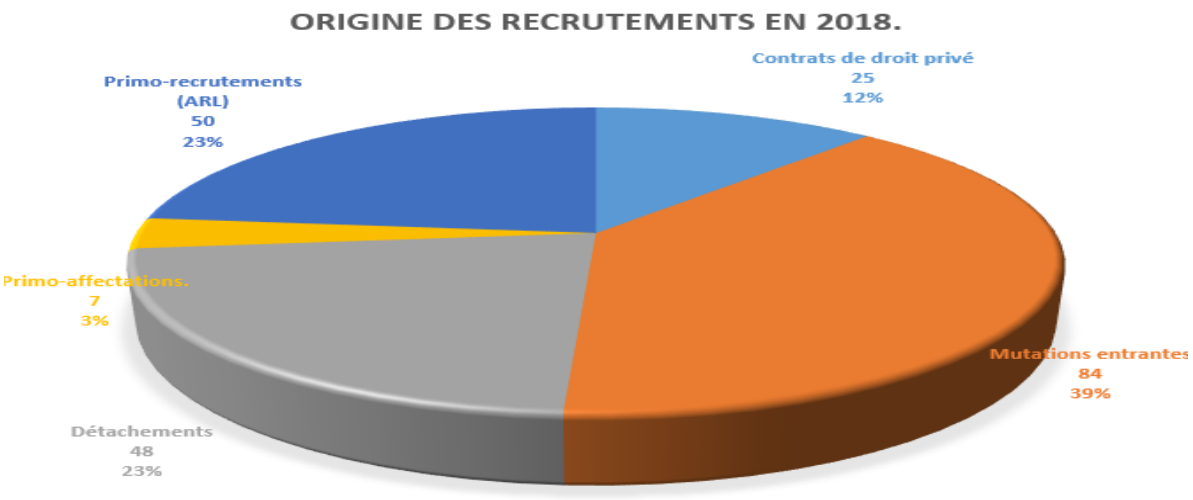
2.1 Présentation générale.

Les entrées au 31 décembre 2018 sont de **25** salariés de droit privé, soit **12 %** des entrées, et de **189** fonctionnaires**,** soit **88 %** des entrées **:**



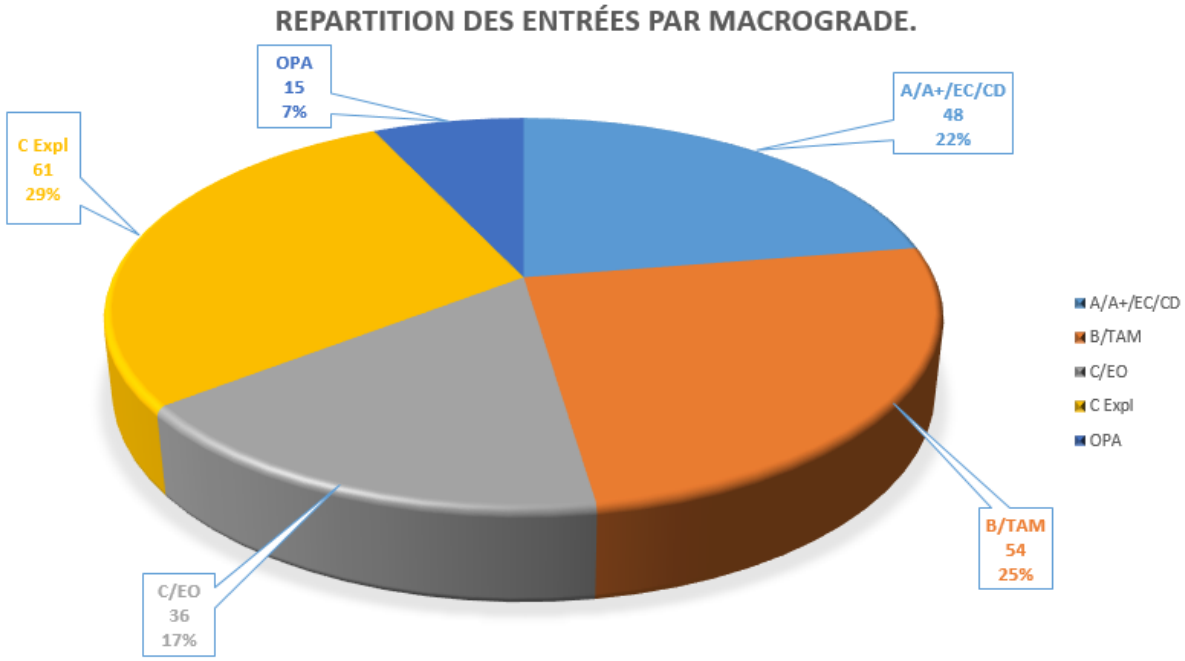
En outre, l'**origine des recrutements** au 31 décembre 2018 fait apparaître un maintien des contrats de droit privé (25, soit 12 % contre 27 en 2017, soit 11 %), une baisse des primo-affectations (7, soit 4 % contre 16 en 2017, soit 7 %) en raison de l'élargissement du nombre de postes offerts par le MTES aux promotions sortantes, une baisse pour les mutations entrantes (84, soit 39 % contre 120 en 2017, soit 50 %) compensée par de nombreux détachements entrants (48, soit 23 % des entrées totales en 2018), et une légère sous-consommation pour les primo-recrutements ou ARL (50, soit 23 % contre une prévision de 66 ARL en 2018)[1] en raison 1°) d'un maintien du moratoire sur l'arrêt des recrutements des OPA , et 2°) de la contrainte de la suppression d'effectifs à réaliser en ETPT :

[1] Le nombre de 50 primo-recrutements inclut le primo-recrutement d'un médecin de prévention réalisé hors ARL (Cf. : Point 2.5).

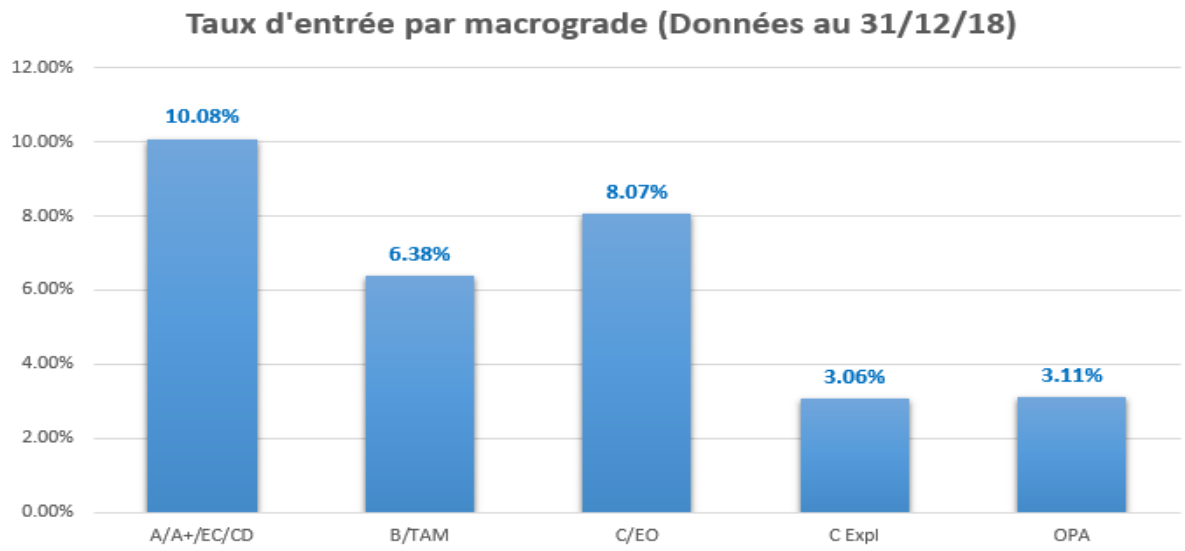


2.2 Entrées dans l'établissement selon les macrogrades.

La répartition des entrées par macrogrades permet de constater globalement que le maintien des nouvelles entrées pour les catégories **« A/A+/EC/CD »** (48, soit 22 % contre 55 en 2017, soit 23 % des entrées totales), **« B/TAM »** (54, soit 25 % des entrées totales contre 65 entrées en 2017, soit 27 % des entrées totales), **« C exploitation »** (61, soit 29 % des entrées totales contre 58 entrées en 2017, soit 24 % des entrées totales) et **« C/EO »** (36, soit 17 % des entrées totales contre 32 en 2017, soit 13 % des entrées totales). En raison d'une sous-consommation des ARL, les entrées dans la catégorie des **« OPA »** est en baisse par rapport à l'année 2017 : 15 entrées, soit 7 % contre 31 entrées en 2017, soit 13 % des entrées totales :



Les taux d'entrées par rapport aux effectifs font apparaître comme l'année précédente que les catégories « A/A+/EC/CD » et « B/TAM » continuent à se renouveler malgré une légère baisse, notamment grâce à un apport accru des mutations et détachements entrants :



Dans l'ensemble, tous les taux d'entrée par macrograde sont en baisse par rapport à l'année 2017 (En 2017 : Catégories « A/A+/EC/CD : 10,58 % ; catégories « B/TAM : 7,64 % ; « OPA » : 6,76 %), sauf pour les catégories « C exploitation » (2,66 % en 2017) et « C/EO » (6,34 % en 2017).

Le taux d'entrée moyen (nombre d'entrées rapporté aux effectifs au 31 décembre 2017) est de **6,14 %** au 31 décembre 2018 contre **5,55 %** au 31 décembre 2017.

2.3 Entrées par mobilité au 31/12/18 (Données au 15/12/18).

Les deux cycles clôturés de mobilité ont permis d'accueillir **84** fonctionnaires au sein de l'établissement en 2018 contre **120** en 2017 selon la répartition suivante :

Publics	nb agents
Mutation	**84**
A	**11**
Attaché GN	3
Ingénieur des tpe	8
A+	**17**
Administrateur civil hors classe	1
Attaché hors classe GN	1
Attaché principal GN	1
Ingénieur des ponts, eaux et forêts	1
Ingénieur divisionnaire tpe	5
Ingénieur en chef des ponts, eaux forêts	3
Ingénieur en chef des tpe du 1er groupe	2
Ingénieur général des ponts, eaux forêts	2
Ingénieur des TPE Hors Classe	1

B	**35**
SACDD cl.ex.	1
SACDD cl.norm.	3
SACDD cl.norm. (MAAF)	2
SACDD cl.sup.	6
Tec. Chef agri - tec. Eco	1
Tech Princ agr-ftr	1
Tech sup ei	1
Tech sup pal ei	1
TSCDD exploitation	3
TSCDD technique générale	5
TSDD exploitation	1
TSDD technique générale	1
TSPDD exploitation	4
TSPDD technique générale	5
C	**10**
Adjoint administratif	3
Adjoint administratif principal 1è cl.	1
Adjoint administratif principal 2è cl.	5
Dessinateur	1
CEX	**10**
Chef équipe exploitation principal tpe vn-pm	4
Chef équipe exploitation tpe vn-pm	6
OPA	**1**
Compagnon	1
Total général	**84**

2.4 Primo-affectations.

En 2018, l'établissement a accueilli **7** primo-affectations (sorties d'école) selon la répartition suivante :

Publics	nb agents
Primo-affectation	**7**
A	2
A+	1
B	4
Total général	**7**

2.5 Primo-recrutements (ARL).

Le Conseil d'administration de VNF avait approuvé lors de sa séance du 13 mars 2018 le recrutement de 26 OPA pour répondre aux enjeux de modernisation du réseau navigable et des ouvrages. Ces demandes de recrutement ont été visées par le contrôleur budgétaire de VNF le 30 mai 2018 après examen du schéma d'emplois et des recrutements.

Dans l'ensemble, le volume d'ARL a été fixé à 66 (37 PETPE, 26 OPA, 3 C administratifs).

Une réunion interministérielle auprès des services du Premier ministre a rendu le 27 juin 2018 un arbitrage défavorable pour le recrutement d'OPA au profit des services du MTES et de VNF.

En conséquence, aucun recrutement par **concours** d'OPA n'a pu être réalisé au cours de l'année 2018.

Afin de répondre aux enjeux de modernisation du réseau navigable et des ouvrages, la DRHM a autorisé par note en date du 5 juillet 2018 les directions territoriales à recruter des personnels par contrat de droit public sur la base de l'article 4.1° de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

Les recrutements prévus par les directions territoriales restent subordonnés au respect de leurs schémas d'emplois et doivent s'effectuer sur des postes et des niveaux discutés au sein des CCOPA.

Parallèlement, la direction générale de VNF a réalisé une intervention auprès de la DGAFP pour défendre ses orientations stratégiques et ses besoins de recrutement d'OPA en raison de la pyramide des âges et des estimations de départs à la retraite de cette population sur les 3 prochaines années.

En raison des différents modes de recrutement (Concours, listes complémentaires, travailleurs handicapés, emplois réservés) les primo-recrutements ayant consommés une ARL, consolidés à la fin de l'exercice 2018, s'élèvent au total à **49** et se répartissent de la façon suivante :

Publics	Nb agents	ARL 2018	Ecarts
Recrutement	**49**	**66**	**-17**
C	**3**	**3**	**0**
Adjoint administratif	1		
Adjoint administratif principal 2è cl.	1		
Travailleur handicapé contract. Adj admin 1c gj	1		
CEX	**32**	**37**	**-5**
Agent d'exploitation tpe vn-pm	3		
Chef équipe exploitation tpe vn-pm	29		
OPA	**14**	**26**	**-12**
PNT art. 4 CDD cat. C	10		
PNT art 4 CDD cat B	2		
PNT art 4 CDD cat A	2		
Total général	49		

En outre, un médecin de prévention a été recruté sur un contrat de droit public, ne nécessitant pas la consommation d'une ARL, soit un nombre total de **50** primo-recrutements publics.

2.6 Recrutements en contrats de droit privé.

Les recrutements de droit privé ont permis d'accueillir **25** personnes au sein de l'établissement :

Privés	nb agents
Recrutement	**25**
CD	2
EC	12
TAM	10
EO	1
Total général	**25**

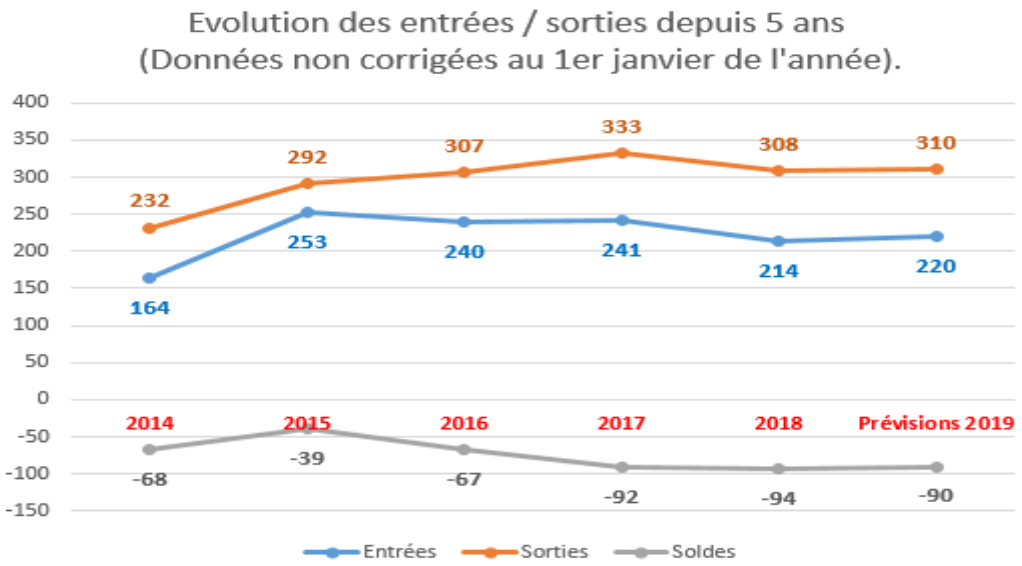
Synthèse de l'année 2018 :

Au cours de l'année 2018, **308** personnes ont quitté l'établissement et **214** l'ont intégré. Au final, le solde - corrigé des sorties le 1er janvier 2018 **(25)** - est donc négatif de **– 119** personnes, soit une baisse de **2,81 %** des effectifs **:**

Effectifs physiques permanents au 31 décembre 2017.	SOLDE	-119.00	Effectifs physiques permanents au 31 décembre 2018.
4244	**Entrées**	**214**	4125
	Mutations (+détachements)	139	
	Recrutment extérieur	75	
	Sorties (Hors 31/12/2018)	**308**	
	Départs en retraite	139	
	Mutations	91	
	Décès	14	
	Démissions	17	
	Fin de détachement	9	
	Détachements sortants	22	
	Ruptures conventionnelles	3	
	Mise à la retraite	8	
	Radiation des cadres	1	
	CDD Mainteneurs	2	
	Autres	2	
	Sortie 1er janvier 2018	**25**	

La baisse estimée pour l'année 2018 était de **- 98** personnels, alors que la baisse, corrigée des sorties au 1er janvier 2018, s'établit à **- 119** personnels au 31 décembre 2018. Cet accroissement est dû non seulement à la faiblesse des entrées, mais aussi d'une part, aux autres motifs de sortie (décès, licenciements, démissions, détachements sortants) et d'autre part, aux départs à la retraite dont les mises à la retraite prononcées de façon rétroactive pour invalidité. C'est à partir de ces constats qu'ont été élaborés la prévision des effectifs 2019 et les besoins de recrutement.

Focus sur l'évolution des entrées / sorties depuis 5 ans.



PREVISIONS 2019.

Dans le cadre du projet de loi de finances pour l'année 2019, le ministère de tutelle poursuit les baisses d'effectifs, imposant une baisse de **- 96** ETP pour VNF.

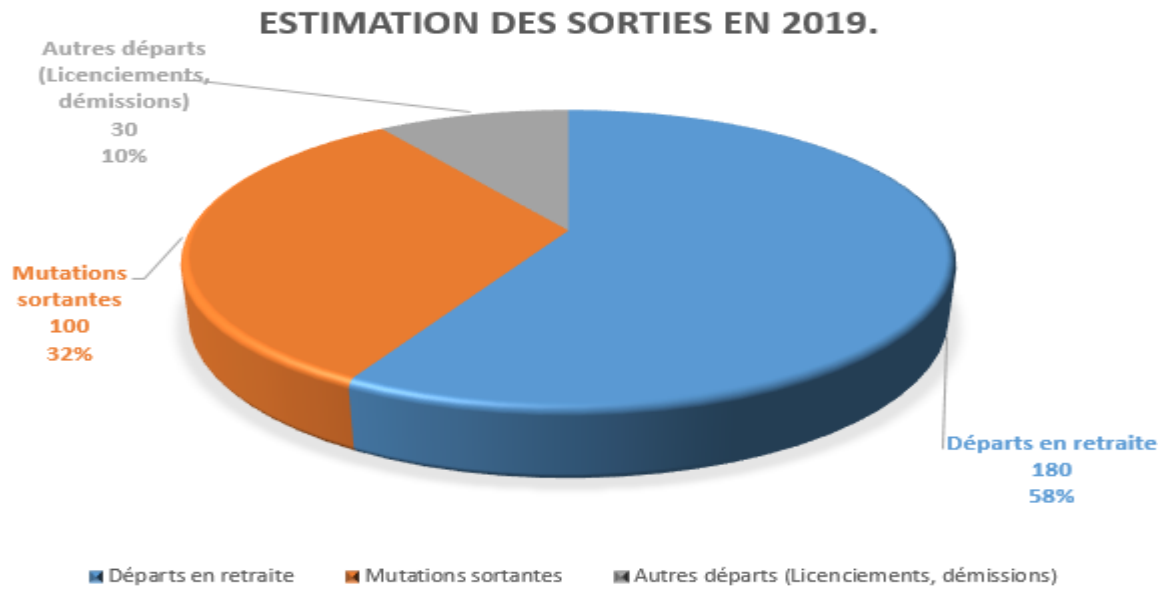
1. Prévisions concernant les sorties (personnels permanents – hors saisonniers et CDD).

La prévision selon l'âge de départ théorique en fonction du macrograde ou selon une probabilité de départ, conduit à une prévision d'environ **180** départs en retraite : A/A+ = 5 ; EC/CD = 2 ; B = 35 ; TAM = 2 ; C = 7 ; EO = 1 ; Cex = 110 ; OPA = 18.

Les mobilités sortantes sont quant à elles estimées à **100**, réparties sur deux cycles de mobilité (mars et septembre 2019) : 12 A+ ; 14 A ; 44 B ; 30 C.

Les autres motifs de départ (démissions, licenciements, décès, ...) sont estimés à **30 :** 10 EC ; 2 TAM ; 2 B ; 2 C ; 10 Cex ; 4 OPA.

Au total, les sorties de l'établissement en 2018 sont estimées à **310** :



2. Prévisions concernant les entrées (personnels permanents – hors saisonniers et CDD).

2.1 Primo recrutements (ARL).

VNF propose de recruter **61 personnes** pour répondre aux départs et aux besoins de l'établissement :

ARL 2018	DTBS	DTCB	DTNE	DTNPDC	DTRS	DTS	DTSO	SIEGE	TOTAL
C. EXPLOITATION	13	9	0	3	4	6	1	0	**36**
C. ADMINISTRATIF	0	2	2	0	0	0	0	0	**4**
Contractuels sur postes OPA	7	2	3	6	0	3	0	0	**21**
TOTAL	**20**	**13**	**5**	**9**	**4**	**9**	**1**	**0**	**61**

Ces propositions de primo-recrutements ont été établies en tenant compte de l'estimation du nombre de départs en retraite des personnels de catégorie C exploitation (122 en 2019). Par conséquent, la demande de **36** ARL C exploitation est élaborée sur la base d'une règle de 1 remplacement pour 3 départs. En revanche, la politique de renforcement de la maintenance à VNF conduit à remplacer chaque départ en retraite d'OPA, dont le nombre est estimé à 18 en 2019.

2.2 Primo affectations.

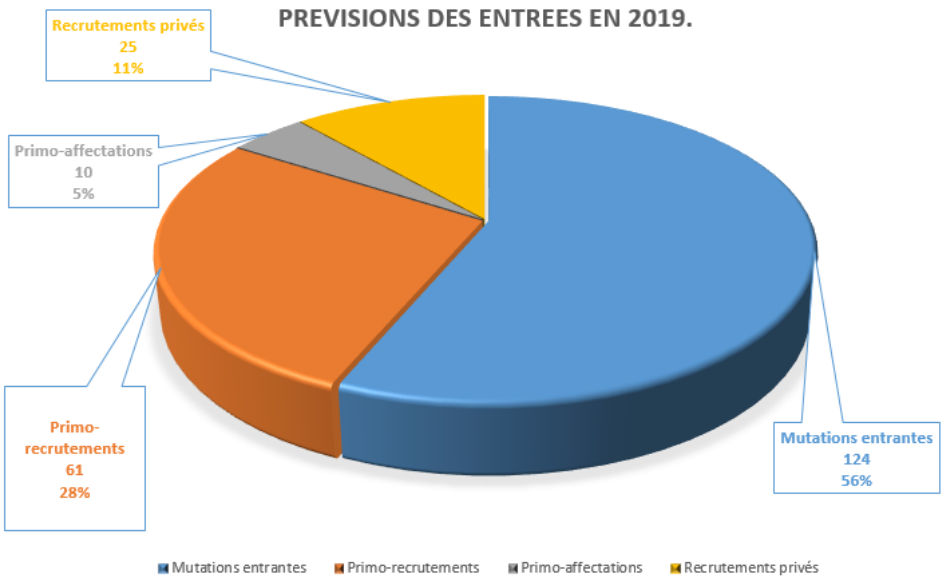
VNF prévoit en 2019 l'accueil d'environ **10 fonctionnaires en primo-affectation** en fonction des arbitrages de la DRH du ministère de tutelle **:**

- Cat. B (TSPDD, SACDD en sortie d'école et en alternance) : **7** ;
- Cat. A (ITPE, IRA) : **2** ;
- Cat A+ (IPEF) : **1.**

2.3 Mobilités entrantes et/ou recrutements de droit privé.

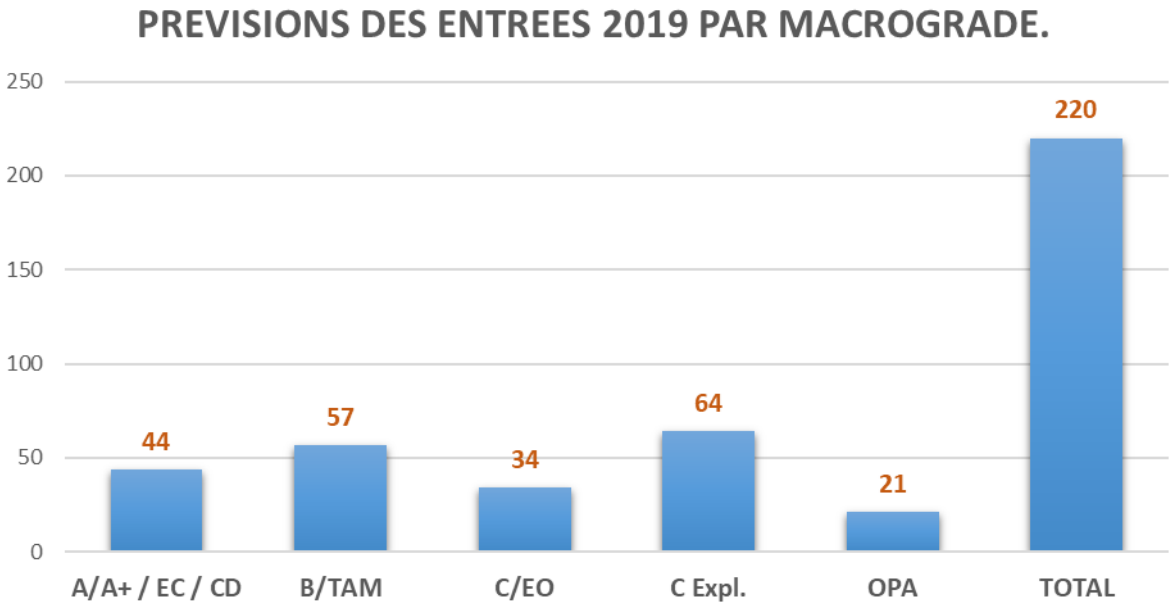
VNF prévoit **124 recrutements extérieurs** par mutations entrantes et détachements (14 A+ ; 16 A ; 36 B ; 58 C) et **25 salariés de droit privé** afin de pourvoir la vacance de postes permanents (11 EC ; 14 TAM).

Au total, les prévisions concernant les entrées s'élèvent à **220 personnes** réparties de la façon suivante :



Prévisions des entrées en 2019 par macrograde.

	A/A+ / EC / CD	B/TAM	C/EO	C Expl.	OPA	TOTAL
ARL C Exploitation	0	0	0	36	0	**36**
ARL OPA	0	0	0	0	21	**21**
ARL C Administratif	0	0	4	0	0	**4**
Primo-affectations	3	7	0	0	0	**10**
Recrutements privés	11	14	0	0	0	**25**
Mobilités entrantes	30	36	30	28	0	**124**
TOTAL	**44**	**57**	**34**	**64**	**21**	**220**



SYNTHESE 2019.

310 personnes devraient quitter l'établissement et **220** devraient l'intégrer au 31 décembre 2019 avec un solde négatif **de - 90 personnes** pour tenir compte des contraintes en effectifs :

Effectifs physiques permanents au 31 décembre 2018	SOLDE	-90	Effectifs physiques permanents au 31 décembre 2019
4 125	Entrées	220	4 035
	Mutation + détachements	124	
	Recrutement extérieur	96	
	Sorties	310	
	Départs en retraite	180	
	Mutations	100	
	Autres motifs de sorties	30	

Pour répondre à ses missions en matière d'exploitation du trafic et de gestion hydraulique dans un contexte de reprises importantes d'emplois, il est nécessaire pour l'établissement de poursuivre les travaux de modernisation des méthodes d'exploitation pour éviter des risques de dysfonctionnements graves. Les orientations de recrutement et d'emplois telles que décrites ci-dessus accompagnent ce mouvement de modernisation.

Ces orientations de recrutement et d'emploi pour 2019 permettent de répondre aux besoins de l'établissement en maintenant les effectifs pérennes sur le domaine de la maintenance et en réduisant les effectifs affectés à l'exploitation du réseau.

Cette autorisation de recrutement permet également de renforcer les effectifs d'encadrement et d'expertise (ingénierie, domaine en particulier) et de réduire en pourcentage les CDD au bénéfice des emplois pérennes (-90 personnels pérennes alors que la baisse attendue en ETPT est de 96).

Annexe.

Synthèse des agents contractuels recrutés à VNF par la voie du concours externe.

Depuis six ans (de 2013 à 2018 inclus), **79** agents contractuels (saisonniers ou CDD) ont été recrutés à VNF par la voie du concours dans le quasi-statut des OPA et dans les corps de la fonction publique de l'Etat suivants :

ANNEES	PETPE	OPA	TSDD	ADJ-ADM.	TOTAL
2013	1	0	0	0	**1**
2014	4	0	0	0	**4**
2015	10	2	0	1	**13**
2016	16	2	0	1	**19**
2017	19	5	2	0	**26**
2018	14	0	0	2	**16**
TOTAL	**64**	**9**	**2**	**4**	**79**

Voies navigables
de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

N° 02/2019/4.1

DELIBERATION RELATIVE A LA CONVENTION D'OBJECTIFS REGISSANT LES RAPPORTS ENTRE VOIES NAVIGABLES DE FRANCE, SOLIDEO ET PARIS 2024 PORTANT SUR L'AMENAGEMENT DU BRAS DE GENNEVILLIERS

Vu le code des transports, notamment son article R. 4312-10,

Vu la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain (1), article 53, portant création d'un établissement public national à caractère industriel et commercial dénommé " Société de livraison des ouvrages olympiques ",

Vu la loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024,

Vu le décret n° 2017-1764 du 27 décembre 2017 relatif à l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1er

Le conseil d'administration de Voies navigables de France autorise le directeur général à signer la convention d'objectifs régissant les rapports entre Voies navigables de France, la SOLIDEO et Paris 2024, relative à l'aménagement du bras de Gennevilliers dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques 2024.

Article 2

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration	La secrétaire du conseil d'administration
Par intérim	
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER

Voies navigables
de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

N° 02/2019/4.2

DELIBERATION RELATIVE A LA MODIFICATION DES DATES DE CHOMAGES DES CANAUX ET RIVIERES CANALISEES SITUEES SUR LE DOMAINE CONFIE A VNF POUR LA PERIODE DU 1ER JANVIER 2019 AU 31 DECEMBRE 2019

Vu le code des transports, notamment son article R. 4312-10,
Vu la délibération du 25 juin 2009 modifiée du conseil d'administration relative au dispositif de concertation avec les usagers de la voie d'eau,
Vu la délibération n°01/2018/4.3 du 13 mars 2018 modifiée du conseil d'administration relative aux dates de chômages des canaux et rivières canalisées confiés à VNF pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019,
Vu la réunion de la commission locale des usagers du 11 octobre 2018,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1

La délibération du conseil d'administration du 13 mars 2018 modifiée relative aux dates de chômages pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019 susvisée est modifiée comme suit :

- Ajout du chômage sur le canal de Briare du lundi 2 décembre 2019 au mardi 31 décembre 2019 (4 semaines) de l'écluse de Briare à l'écluse de reinette incluse.

Au tableau annexé à la délibération du 13 mars 2018 modifiée susvisée, les dates de ce chômage figurant au tableau joint en annexe à la présente délibération, sont ajoutées.

Article 2

Les autres dispositions de la délibération du 13 mars 2018 modifiée susvisée, sont sans changement.

Article 3

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration	La secrétaire du conseil d'administration
Par intérim	
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER

Du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019

6° Voies navigables du Centre

DESIGNATION DES VOIES NAVIGABLES	DESIGNATION DES OUVRAGES	NUMERO de la section concernée	DEBUT DU CHOMAGE	FIN DU CHOMAGE	OBSERVATIONS
Canal de Briare	De l'écluse n°34 de la Reinette (incluse) à l'écluse n°2 de Briare	605	2 décembre 2019	31 décembre 2019	Navigation interrompue

Voies navigables
de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

02/2019/4.3

DELIBERATION RELATIVE AUX DATES DE CHOMAGES DES CANAUX ET RIVIERES CANALISEES SITUES SUR LE DOMAINE CONFIE A VNF POUR LA PERIODE DU 1ER JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020

Vu le code des transports, notamment son article R. 4312-10,
Vu la délibération du 25 juin 2009 modifiée du conseil d'administration relative au dispositif de concertation avec les usagers de la voie d'eau,

Vu la réunion de la commission nationale des usagers du 14 décembre 2018,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1

Les périodes de chômages des canaux et rivières canalisées situés sur le domaine confié à Voies navigables de France sont fixées, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, conformément au tableau annexé à la présente délibération.

Article 2

Au moins 30 jours avant la date du chômage, le directeur général de l'établissement confirme par voie d'avis à la batellerie :

- les dates à partir desquelles les bateaux ne sont plus admis à pénétrer sur les itinéraires dont les sections sont mises en chômage dans les conditions prévues par le tableau annexé à la présente délibération ;
- les conditions d'accès aux réseaux (limitations de gabarit) en cas de navigation restreinte ;
- les éventuelles mesures compensatoires mises en œuvre.

Article 3

Pendant les périodes de chômages, lorsque la navigation est interrompue, en cas de circulation des bateaux dans les biefs ou parties de biefs restés en eau, celle-ci se fait à leurs risques et périls.

Article 4

Les modifications apportées, en cas d'urgence, aux prévisions du tableau annexé à la présente délibération sont portées à la connaissance des usagers par voie d'avis à la batellerie, dans le respect des engagements du schéma directeur d'exploitation des voies navigables (SDEVN) en matière d'information des usagers.

Article 5

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration Par intérim	La secrétaire du conseil d'administration
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER

Du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020

1° Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais

Désignation des voies navigables	Désignation des ouvrages	n° de la section	Date de début	Date de fin	Durée du chômage (jours)	Impact sur la navigation	Observations
Escaut canalisé	Ecluse de Valenciennes	101	3 juin 2020	12 juin 2020	10	Navigation interrompue	
	Ecluse de Trith		3 juin 2020	12 juin 2020	10	Navigation interrompue	
	Ecluse de Denain		3 juin 2020	1 juillet 2020	29	Navigation interrompue	
Scarpe supérieure	Barrage de Saint Laurent Blangy	120	14 septembre 2020	25 septembre 2020	12	Navigation interrompue	
	Ecluse et barrage de Athies		14 septembre 2020	12 octobre 2020	29	Navigation interrompue	
Marque canalisée	Ecluse de Marquette	131	14 septembre 2020	27 septembre 2020	14	Navigation interrompue	

2° Voies de liaison de Paris avec le Nord et l'Est

Désignation des voies navigables	Désignation des ouvrages	n° de la section	Date de début	Date de fin	Durée du chômage (jours)	Impact sur la navigation	Observations
Aisne	Vic-sur-Aisne - Fontenoy	201	12 octobre 2020	15 novembre 2020	35	Navigation interrompue	
Marne	Des écluses de Courcelles à Azy (Déversoir de Mont-St-Père)	203	12 octobre 2020	15 novembre 2020	35	Navigation interrompue	
	Ecluses de Lesches-Chalifert		12 octobre 2020	15 novembre 2020	35	Navigation interrompue	
	Des écluses de Isles-les-Meldeuses à Courtaron (Barrage de Saint-Jean-Les-Deux-Jumeaux)		12 octobre 2020	15 novembre 2020	35	Navigation interrompue	
Oise	Ecluse de 125m de Verberie	205	15 juin 2020	26 juin 2020	12	Risque de perturbation	
	Ecluse de 185m de Venette		7 septembre 2020	18 septembre 2020	12	Navigation restreinte	
Sambre	Ecluse de Sassegnies	206	2 mars 2020	5 mars 2020	4	Navigation interrompue	
	Ecluse d'Etoquies		9 mars 2020	12 mars 2020	4	Navigation interrompue	
	Ecluse de Quartès		21 septembre 2020	18 octobre 2020	4	Navigation interrompue	
Canal de l'Aisne à la Marne	De l'écluse n°17 de Vaudemanges à l'écluse n°24 de Condé sur Marne	208	14 septembre 2020	11 octobre 2020	28	Navigation interrompue	
Canal des Ardennes	Tout l'itinéraire	209	2 mars 2020	13 avril 2020	43	Navigation interrompue	
	Ecluse n°5 Attigny		16 mars 2020	12 avril 2020	28	Navigation interrompue	
Canal latéral à la Marne	Ecluse n° 9 Châlons-en-champagne	210	6 avril 2020	12 avril 2020	7	Navigation interrompue	
	Biefs de Vitry-le-François et l'Ermite y compris le pont canal		6 avril 2020	10 mai 2020	35	Navigation interrompue	
Canal latéral à l'Oise	Ecluse de 39 m de Janville	215	23 mars 2020	3 avril 2020	12	Risque de perturbation	
Canal du Nord	Tout l'itinéraire	211-212-213	29 avril 2020	1 mai 2020	3	Navigation interrompue	
	Tout l'itinéraire	211-212-213	9 novembre 2020	11 novembre 2020	3	Navigation interrompue	
Canal de l'Oise à l'Aisne	Ecluses de Pargny-Filain à Moulin-Brûlé (Tunnel de Braye-en-Laonnois)	216	30 mars 2020	19 avril 2020	21	Navigation interrompue	
Canal de Saint Quentin	Souterrain de Riqueval	217	2 novembre 2020	29 novembre 2020	28	Risque de perturbation	
	Ecluse n°17 du Bosquet		15 septembre 2020	24 octobre 2020	40	Navigation restreinte	
Canal de la Sambre à l'Oise	Ecluse d'Ors	220	16 mars 2020	19 mars 2020	4	Navigation interrompue	
	Ecluse de Bois l'Abbaye		23 mars 2020	26 mars 2020	4	Navigation interrompue	

3° Seine et canaux annexes

Désignation des voies navigables	Désignation des ouvrages	n° de la section	Date de début	Date de fin	Durée du chômage (jours)	Impact sur la navigation	Observations
Seine amont	Ecluse n°8 d'Evry (sas de 180mx12/16m)	304	14 septembre 2020	4 octobre 2020	21	Navigation restreinte	
Marne	Ecluse de Créteil	304	5 octobre 2020	1 novembre 2020	28	Navigation interrompue	
	Ecluse de Saint Maur		5 octobre 2020	25 octobre 2020	21	Navigation interrompue	
Seine aval	Ecluse n°1 de Suresnes (sas de 160mx12/17m)	306	2 juin 2020	26 juin 2020	25	Risque de perturbation	
	Ecluse n°2 de Suresnes (sas de 160mx12m)		15 juin 2020	19 juin 2020	5	Risque de perturbation	
	Ecluse n°3 de Suresnes (sas de 185mx18m)		14 septembre 2020	25 septembre 2020	12	Navigation restreinte	
	Ecluse n°1 de Bougival (sas de 220mx12/17m)	307	16 mars 2020	20 mars 2020	5	Navigation restreinte	
	Ecluse n°2 d'Andrésy (sas de 160mx12m)	308	15 juin 2020	19 juin 2020	5	Risque de perturbation	
	Ecluse n°1 d'Andresy (sas de 185mx24m)		28 septembre 2020	30 octobre 2020	33	Navigation restreinte	
	Ecluse n°2 de Méricourt (sas de 185mx12m)	309	18 février 2020	25 mars 2020	37	Navigation restreinte	
	Ecluse n°1 de Méricourt (sas de 160mx17m)		2 juin 2020	6 juin 2020	5	Navigation restreinte	
	Ecluse n°3 de Notre-Dame de la Garenne (sas de 185mx24m)		22 juin 2020	26 juin 2020	5	Navigation restreinte	
	Ecluse n°4 de Notre-Dame de la Garenne (sas de 185/160mx12m)		14 septembre 2020	18 septembre 2020	5	Risque de perturbation	
	Ecluse n°1 d'Amfreville (sas de 141mx12m)	310	16 mars 2020	27 mars 2020	12	Risque de perturbation	
	Ecluse n°3 d'Amfreville (sas de 220mx17m)		21 septembre 2020	25 septembre 2020	5	Risque de perturbation	

4° Voies navigables de l'Est

Désignation des voies navigables	Désignation des ouvrages	n° de la section	Date de début	Date de fin	Durée du chômage (jours)	Impact sur la navigation	Observations
Moselle canalisée	écluse de Metz à Clevant	401	11 mai 2020	20 mai 2020	10	Navigation interrompue	
	écluse n°16 d'Apach à écluse 11 de Metz	402	11 mai 2020	20 mai 2020	10	Navigation interrompue	
Petite Saône	De l'écluse n°1 d'Ormoy à l'écluse n°18 d'Heuilley (exclue)	403	14 février 2020	13 mars 2020	29	Navigation interrompue	Navigation interrompue du 13 février à 19h00 au 14 mars à 09h00
Petite Saône	Ecluse d'Auxonne	403	24 février 2020	20 mars 2020	26	Navigation interrompue	
Canal de la Meuse	De l'écluse 1 de Troussey à l'écluse n° 40 de Dom le Menil	405	2 mars 2020	13 avril 2020	42	Navigation interrompue	
Canal des Vosges	De l'écluse n° 20 de Coney à l'écluse n° 46 de Corre	408	17 février 2020	1er avril 2020		Navigation interrompue	
	De l'écluse n°27 de Fouys (versant Moselle) à l'écluse n°19 de Charmois-l'Orgueilleux (versant Saône)		12 octobre 2020	22 novembre 2020	42	Navigation interrompue	
	De l'écluse n°33 de Socourt (versant Moselle) à l'écluse n°47 de Messein (versant Moselle)	408-409	12 octobre 2020	22 novembre 2020	42	Navigation interrompue	
Embranchement de Nancy	De l'écluse n°13 de Laneuveville à 5 de Richardménil	410	24 février 2020	27 mars 2020	33	Navigation interrompue	
Canal de la Sarre	De l'écluse n°1 de Kerpich au bois à l'écluse n°27 de Sarreguemines incluse.	411	1 janvier 2020	2 mars 2020	62	Navigation interrompue	
			11 novembre 2020	31 décembre 2020	51	Navigation interrompue	
Canal de la Marne au Rhin Est	Du tunnels d'Arzviller au tunnel de Niderviller	412	6 janvier 2020	10 février 2020	36	Risque de perturbation	
	De l'écluse 41 jusqu'à la jonction CS/CMR (PK 227,700)		10 février 2020	20 mars 2020	40	Navigation interrompue	
	Du tunnel d'Arzviller au tunnel de Niderviller		20 mars 2020	29 mars 2020	10	Risque de perturbation	
	De l'écluse 27 de Frouard à l'écluse 2 de Réchicourt	413-414	24 février 2020	27 mars 2020	33	Navigation interrompue	
Moselle canalisée	Ecluse de Clevant à l'écluse n°3 de Fontenoy	415	11 mai 2020	20 mai 2020	10	Navigation interrompue	
Canal de la Marne au Rhin Ouest	De l'écluse n°12 de Void (Versant Moselle) à n°70 de St Etienne (Versant Saône)	417	24 février 2020	29 mars 2020	35	Navigation interrompue	
Canal entre Champagne et Bourgogne	De l'écluse 71 du Désert (Versant Marne) à 43 du Chemin de Fer (Versant Saône)	418	31 mars 2020	27 avril 2020	28	Navigation interrompue	
Canal du Rhône au Rhin-branche sud	De l'écluse n°7 de Bourogne à l'écluse n°41 de Mulhouse	419	12 novembre 2020	31 décembre 2020	50	Navigation interrompue	
	De l'écluse de Saint Symphorien à l'écluse n°7 de Bourogne		12 novembre 2020	16 décembre 2020	35	Navigation interrompue	

5° Rhin, grand canal d’Alsace et canaux annexes

Désignation des voies navigables	Désignation des ouvrages	n° de la section	Date de début	Date de fin	Durée du chômage (jours)	Impact sur la navigation	Observations
Canal du Rhône au Rhin-branche nord	De l'écluse n°81 à Plobsheim à l'écluse de raccordement de Rhinau (secteur Sud)	506	1 janvier 2020	28 février 2020	59	Navigation interrompue	
			12 novembre 2020	31 décembre 2020	50	Navigation interrompue	
Canal de Colmar	Tout l'itinéraire	507	1 janvier 2020	28 février 2020	59	Navigation interrompue	
Canal du Rhône au Rhin-branche sud	Ecluse principale de Niffer	508	5 octobre 2020	16 octobre 2020	12	Navigation restreinte	

6° Voies navigables du Centre

Désignation des voies navigables	Désignation des ouvrages	n° de la section	Date de début	Date de fin	Durée du chômage (jours)	Impact sur la navigation	Observations
Yonne	De l'écluse n°8 de Rosoy à l'écluse n° 1 de la Chaînette	601-602	26 octobre 2020	6 décembre 2020	42	Navigation interrompue	
	De l'écluse n°17 Cannes à l'écluse n°9 de Saint Bond	602	19 octobre 2020	9 novembre 2020	22	Navigation interrompue	
Canal de Bourgogne	De l'écluse n°111Y du Boutoir à l'écluse n°73S de Pont-Héméry	603-604	27 janvier 2020	22 mars 2020	56	Navigation interrompue	
Canal de Briare	De l'écluse n°34 de la Reinette (incluse) à l'écluse n°2 de Briare	605	1 janvier 2020	25 février 2020	56	Navigation interrompue	
	De l'écluse n°36 de Buges à l'écluse n°34 de la Reinette		9 mars 2020	22 mars 2020	14	Navigation interrompue	
Canal du Centre	Tout l'itinéraire	606	27 janvier 2020	22 mars 2020	56	Navigation interrompue	
Canal du Loing	Tout l'itinéraire	607	9 mars 2020	22 mars 2020	14	Navigation interrompue	
Canal latéral à la Loire	Tout l'itinéraire	608-609	27 janvier 2020	22 mars 2020	56	Navigation interrompue	
Canal du Nivernais	Tout l'itinéraire	610	27 janvier 2020	22 mars 2020	56	Navigation interrompue	
Canal de Roanne à Digoin	Tout l'itinéraire	611	27 janvier 2020	22 mars 2020	56	Navigation interrompue	

7° Voies navigables de Rhône Saône

Désignation des voies navigables	Désignation des ouvrages	n° de la section	Date de début	Date de fin	Durée du chômage (jours)	Impact sur la navigation	Observations
Haut Rhône	Tout l'itinéraire	702	23 mars 2020	3 avril 2020	12	Navigation interrompue	Navigation interrompue du 22 mars à 8h au 4 avril à 16h30
Rhône	Rhône à grand gabarit (sauf écluse de Port-Saint-Louis)	703-704-705-709	9 mars 2020	18 mars 2020	10	Navigation interrompue	Navigation interrompue du 8 mars à 21h au 19 mars à 5h
Saône	De l'écluse de Couzon à l'écluse de Seurre	707-708	9 mars 2020	18 mars 2020	10	Navigation interrompue	Navigation interrompue du 8 mars à 19h (20h à Couzon) au 19 mars à 6h (5h à Couzon)
Seille canalisée	Tout l'itinéraire	708b	1 janvier 2020	22 mars 2020	82	Navigation interrompue	
Canal d'Arles à Fos	Ecluse d'Arles	709	5 octobre 2020	30 octobre 2020	25	Navigation interrompue	
Canal du Rhône à Sète	De l'écluse de Saint Gilles aux portes du Vidourle	711	9 mars 2020	18 mars 2020	10	Navigation interrompue	Navigation interrompue du 8 mars à 21h au 19 mars à 5h
Canal du Rhône à Sète et embranchements	Ecluse n°2 de Nourriguier	711	28 septembre 2020	27 novembre 2020	61	Navigation interrompue	
Bas Rhône	Ecluse de Port-Saint-Louis du Rhône	714	23 mars 2020	1 avril 2020	10	Navigation interrompue	Navigation interrompue du 22 mars à 21h au 02 avril à 5h

8° Voies navigables du Sud-Ouest

Désignation des voies navigables	Désignation des ouvrages	n° de la section	Date de début	Date de fin	Durée du chômage (jours)	Impact sur la navigation	Observations
Canal latéral à la Garonne, canal de Brienne et canal de Montauban	Tout l'itinéraire	806-807	6 janvier 2020	1 mars 2020	56	Navigation interrompue	
Canal du Midi, embranchement de la Nouvelle	Tout l'itinéraire	808-809-810	2 novembre 2020	24 décembre 2020	53	Navigation interrompue	

A titre informatif: chômages non gérés par VNF

Désignation des voies navigables	Désignation des ouvrages	n° de la section	Date de début	Date de fin	Durée du chômage (jours)	Impact sur la navigation	Observations
Port de Dunkerque	GPMD- Ecluse des Dunes	111	17 juin 2020	21 juin 2020	5	Navigation interrompue	
Canal de Calais	Canal de Calais, juste en aval de la passerelle de Mollien à Calais	118	8 mai 2020	10 mai 2020	3	Navigation interrompue	
			11 avril 2020	13 avril 2020	3	Navigation interrompue	
Port de Dunkerque	GPMD- Ecluse de Mardyck	124	17 juin 2020	26 juin 2020	10	Navigation interrompue	
	GPMD- Ecluse de la Darse		27 juin 2020	17 juillet 2020	21	Navigation interrompue	
	GPMD- Ecluse de Furnes	129	24 juin 2020	5 juillet 2020	12	Navigation interrompue	

Voies navigables
de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

N° 02/2019/4.4

DELIBERATION RELATIVE AU MARCHE PUBLIC DE CONCEPTION-REALISATION POUR LA RENOVATION ET L'ALLONGEMENT DES ECLUSES SUR LE SITE DE MERICOURT

Vu le code des transports, notamment son article R. 4312-10,
Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative au marchés publics, notamment son article 33,
Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, notamment ses articles 75, 76 et 91,
Vu la délibération n°01/2017/2.1 du 23 février 2017 du conseil d'administration relative au règlement de la commission consultative des marchés de Voies navigables de France,
Vu l'avis du 22 février 2019 de la commission consultative des marchés de Voies navigables de France,
Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1er

Le directeur général de Voies navigables de France est autorisé à signer le marché public de conception-réalisation pour la rénovation et l'allongement des écluses sur le site de Méricourt, (Yvelines) avec le groupement BOUYGUES TP/BOUYGUES TP Région France/BRL Ingénierie/STRATES Ouvrages d'Art pour un montant de 60 879 965 € HT.

Article 2

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration	La secrétaire du conseil d'administration
Par intérim	
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER

Voies navigables
de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

N° 02/2019/4.5

DELIBERATION RELATIVE AUX MODALITES DE DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE VNF AU COMITE SYNDICAL DU SMO « PORT FLUVIAL HERAULT MEDITERRANEE »

Vu le code des transports et notamment ses articles L. 4311-1 et Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5721-1 et suivants,
Vu la délibération n°03/2016/3.7 du 29 septembre 2016 relative à la création et à l'adhésion de VNF au syndicat mixte ouvert « Port fluvial Hérault Méditerranée,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1er

L'article 2 de la délibération du 29 septembre 2016 susvisée, est ainsi rédigé :
« Le directeur général de Voies navigables de France désigne les représentants de l'établissement siégeant au comité syndical du syndicat du SMO Port Fluvial Hérault Méditerranée (Agde), selon les modalités suivantes :

- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant parmi le personnel de la direction du développement du siège
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant parmi le personnel de la direction territoriale Sud-Ouest.

Les autres articles de la délibération précitée sont sans changement.

Article 2

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration Par intérim	La secrétaire du conseil d'administration
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER

Voies navigables
de France

C.A.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 14 MAI 2019

N° 02/2019/4.6

DELIBERATION RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE A LA SOCIETE PORTSYNERGY PROJECT SA/EUROFOS, POUR L'AMENAGEMENT D'UNE ZONE INTER-CHANGE AU SEIN DES BASSINS OUEST DU GRAND PORT MARITIME DE MARSEILLE AU TITRE DU PLAN D'AIDE AU REPORT MODAL 2018-2022

Vu le code des transports, notamment son article R. 4312-10,
Vu la délibération n°04/2016/3.4 du conseil d'administration de Voies navigables de France du 19 décembre 2016 relative au plan d'aide au report modal 2018-2022,
Vu la décision d'approbation du plan d'aide au report modal 2018-2022 de la Commission européenne du 29 mai 2018,

Vu le rapport présenté en séance,

Le conseil d'administration de Voies navigables de France décide :

Article 1er

Est approuvée l'attribution à la société PortSynergy Project SA / Eurofos par VNF d'une aide au financement de l'aménagement d'une zone inter-change au sein des bassins Ouest du Grand Port Maritime de Marseille pour un montant maximal de 500 000 € dans le cadre du plan d'aide au report modal 2018-2022.

Le directeur général de Voies navigables de France est autorisé à signer la convention d'attribution d'une aide à la société PortSynergy Project SA / Eurofos.

Article 2

La convention établie avec la société PortSynergy Project SA / Eurofos s'étend sur une période de trois ans soit à un versement annuel maximal de 166 666 €.

L'aide sera versée annuellement au vu du décompte liquidatif des tonnages constatés sur le bassin Rhône Saône. Le décompte sera effectué à chaque date anniversaire à partir de la date de mise en service de l'équipement.

Article 3

La présente délibération sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France.

Le président du conseil d'administration Par intérim	La secrétaire du conseil d'administration
Signé	Signé
Geoffroy CAUDE	Jeanne-Marie ROGER